

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE  
B.P. 365  
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME  
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5<sup>e</sup> ANNEE N° 204  
JEUDI 8 NOVEMBRE 73

**Sous le drapeau d'octobre 17**

**combattre l'impérialisme  
le social-impérialisme  
le révisionnisme et la réaction**



**pour la REVOLUTION PROLETARIENNE**

# Crise de l'énergie ou crise des super-profits ?

Les récentes décisions des pays arabes exportateurs de pétrole, regroupés au sein de l'O.P.A.E.P., on remis à la mode, dans les milieux capitalistes, les notions de « pénurie de pétrole » et de « crise de l'énergie ». A leur réunion tenue à Koweït le 17 octobre dernier, les pays de l'O.P.A.E.P. décidaient de réduire de 5 % chaque mois leur production de pétrole, « jusqu'à ce que les Israéliens se soient complètement retirés des territoires occupés et que les droits légaux du peuple palestinien aient été restaurés ».

Le même jour, les pays du Golfe persique relevaient de 17 % le prix du pétrole brut, le portant à 3,65 dollars le baril (7 barils = 1 tonne).

Enfin, réunis à nouveau à Koweït le 4 novembre les pays arabes décident une réduction immédiate de 25 % de leurs exportations. Les exportations en direction de certains pays (U.S.A.,

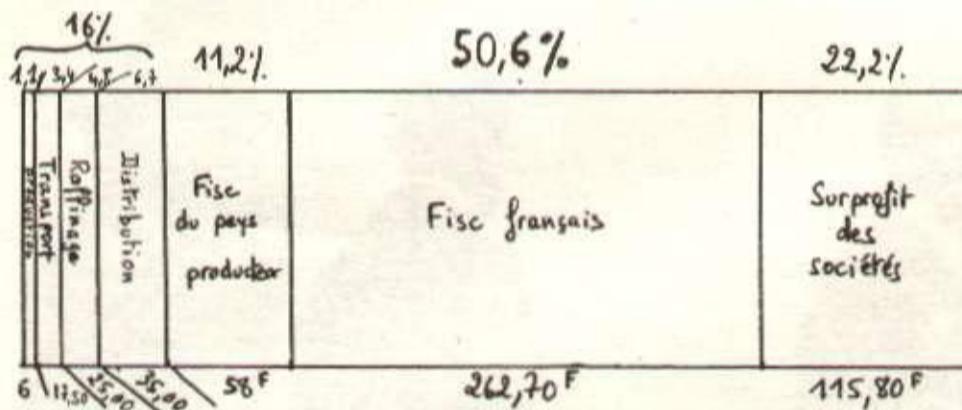
Pays-Bas) sont pratiquement stoppées.

En dehors de la manifestation concrète de la solidarité arabe face à l'agression sioniste, ces justes décisions témoignent du courant irréversible qui anime les pays exportateurs de pétrole dans la lutte pour conquérir la souveraineté sur leurs richesses nationales, pillées par les puissances impérialistes.

Les mesures prises par l'O.P.A.E.P. auront de profondes répercussions sur l'économie des pays capitalistes, dont le pétrole est la principale source d'énergie. Les exportations des pays de l'O.P.A.E.P. représentent en effet 50 % des exportations mondiales de pétrole. Le pétrole du Proche-Orient fournit l'Europe pour 60 %, la France pour 84 %, le Japon pour 85 % et les U.S.A. pour 6 % (et même pour 12 % si l'on tient compte du pétrole raffiné que ce pays achète à l'Europe).

## LA PART DU PROFIT

Si l'essence ou le fuel domestique augmentent, la cause première ne se trouve pas dans le réajustement légitime des prix pratiqués par l'O.P.A.E.P., mais dans le maintien des profits colossaux réalisés par les compagnies pétrolières, et du taux de prélèvement opéré par le fisc des pays importateurs. Dans son livre « Le nouvel enjeu pétrolier », Jean-Marie Chevalier décompose ainsi la structure d'une tonne de brut « moyen » en France (vendue sous forme de produits finis pour une valeur de 520 F) :



La production, le transport, le raffinage et la distribution ne comptent donc que pour 16 % ! Bien plus, les sommes indiquées pour ces opérations

correspondent au prix de production, c'est-à-dire aux frais de production augmentés du profit moyen (ce que l'économie politique bourgeoise appelle la « marge normale de rémunération du capital investi »). Les 22,2 % que s'approprient les sociétés en plus de ce profit « normal » constituent bien un surprofit de monopole.

Quant au litre d'essence, qui vient d'être porté à 1,35 F, il ne coûte à la production que... 1 centime, le fisc français s'octroyant 90 centimes.

On peut donc penser que ce qui

est avant tout en question pour les grandes compagnies pétrolières, ce sont leurs super-profits, et non le tarissement des sources d'énergie.

## Y A-T-IL PENURIE D'ENERGIE ?

En fait, nous assistons bien à une « crise de l'énergie », mais de l'énergie à bon marché (voir à ce sujet « Pékin-Information » n° 39, 30-09-73). Nous sommes loin de connaître une pénurie de pétrole. Les réserves actuellement connues permettent de faire face à environ vingt ans de consommation future. On estime habituellement que le total des réserves pétrolières de la terre se monte à 600 milliards de tonnes (à titre de référence, la consommation de 1970 était de 2,3 milliards de tonnes).

Si crise il y a, elle est avant tout due à l'anarchie de la production, au gaspillage, à la concurrence, maux typiques du mode de production capitaliste. Prenons le cas des U.S.A. La concurrence et l'anarchie y ont entraîné une incroyable prolifération des puits. Dans les bassins pétroliers américains, les producteurs ont installé une multitude de puits à la limite de leurs terrains pour pomper le pétrole du voisin. Résultat : les U.S.A. possèdent environ 70 % du nombre des

puits dans le monde, mais leur productivité est dérisoire (1,9 tonne par jour contre 546 au Moyen-Orient). La période d'abondance où l'offre dépassait de beaucoup la demande a entraîné un énorme gaspillage dans la production : pertes de gaz et de pétrole, etc. (lorsque le gaz s'épuise trop rapidement, l'huile s'épaissit et ne peut plus être pompée). On estime que près des 3/4 de l'huile sont restés en terre dans certains bassins du Texas. Même gaspillage dans la consommation : l'Américain consomme, c'est-à-dire en grande partie gaspille, deux fois plus d'énergie qu'un habitant d'un autre pays capitaliste développé.

En 1970, dans le monde capitaliste, le pétrole brut représente plus de la moitié de l'énergie consommée. Le pétrole bon marché a accentué le développement déséquilibré et hypertrophié de l'économie capitaliste, qui, en retour, a provoqué un accroissement de la demande de pétrole. En 1952, la France couvrait 70 % de ses besoins énergétiques avec le charbon,

et 22 % avec le pétrole. En 1973, c'est exactement l'inverse : 23 % avec le charbon, 70 % avec le pétrole.

La cause principale de ces déséquilibres et de ce gaspillage, c'est la recherche du profit maximum. Si l'exploitation des mines de charbon est abandonnée, c'est parce qu'elle n'assure plus le profit maximum. Si l'essor de la production nucléaire, prévu pour les années 60, est retardé de vingt ans, c'est parce qu'il était plus rentable de piller le pétrole arabe. C'est pour la même raison que la production de pétrole de synthèse à partir de la distillation du charbon, ou d'huile de schiste à partir des schistes bitumi-

neux reste à l'état de projet.

Les pays capitalistes ont donc privilégié une seule source d'énergie, qu'ils trouvaient en abondance et à bon marché. La recherche du profit les a conduits à négliger les anciennes sources et à freiner l'exploitation des nouvelles. Ces pays ne peuvent plus aujourd'hui faire face aussi facilement à la folle consommation de pétrole qu'ils ont déclenchée (elle double tous les dix ans). La fameuse « rencontre du dollar avec des terrains sédimentaires » (c'est la définition américaine du pétrole) ne peut plus se faire dans d'aussi bonnes conditions qu'auparavant.

## DES TEMPS REVOLUS

En effet, l'époque, la « belle époque » où les grandes compagnies pétrolières agissaient à leur guise est terminée. Avant les années 60, le Cartel formé par les sept plus grandes compagnies (Shell, Standard Oil, Mobil Oil, B.P., C.F.P., etc.) imposait sa loi aux pays exportateurs. Il fixait les prix, des prix de monopole. Les royalties versées aux pays producteurs étaient insignifiantes comparées aux fabuleux profits du Cartel. Pour conquérir le marché européen, les compagnies du Cartel ont baissé les prix du pétrole arabe. En 1960, les prix affichés au Moyen-Orient sont plus bas qu'en 1953 (le « prix affiché » est purement théorique : il est d'une extrême importance pour le pays producteur puisqu'il sert de base pour calculer les royalties et les impôts versés à ce pays par les compagnies pétrolières disposant de concessions).

Pour réagir contre cette situation, l'Iran, l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite et le Venezuela fondent en 1960 l'O.P.E.P., qui regroupera bientôt la totalité des pays exportateurs. Ces pays, notamment aux réunions de Téhéran et de Tripoli en janvier et

avril 1971, ont avancé des revendications légitimes : augmentation du « prix affiché » et du taux d'impôt. Renforçant leur unité anti-impérialiste, les pays de l'O.P.E.P. ont obtenu des résultats dans ce domaine.

Ils poursuivent leur juste lutte, car ils sont encore loin d'avoir récupéré la totalité de leurs richesses nationales : le pétrole, effectivement contrôlé et exporté par les pays de l'O.P.E.P. représente 150 millions de tonnes, soit 11 % des exportations. C'est pourquoi ces pays ont porté leurs revendications à un niveau supérieur : la nationalisation d'une partie ou de la totalité du capital des sociétés pétrolières exploitant leurs réserves. L'Algérie, la Lybie et l'Irak ont déjà nationalisé plusieurs sociétés.

L'accord de New York d'octobre 1972 prévoit que, d'ici à 1982, les cinq grands exportateurs du Golfe persique prendront 51 % du capital des sociétés qui ont déjà des concessions dans la région.

L'ère du pillage impérialiste effréné est définitivement révolue : c'est ce que veulent dire les monopoles lorsqu'ils parlent de « crise de l'énergie ».

## UN NOUVEAU VENU : LE SOCIAL-IMPERIALISME

Une nouvelle puissance impérialiste, qui entend s'assurer à son tour des super-profits comparables à ceux du Cartel, a fait son apparition : l'U.R.S.S. L'Union soviétique vient au second rang mondial pour la production de pétrole. Mais, elle connaît les mêmes problèmes que les économies capitalistes, et sa production nationale ne pourra pas suivre la progression de ses besoins. L'agence Novosti estime qu'en 1980, l'U.R.S.S. devra importer 160 millions de tonnes de pétrole notamment du Moyen-Orient.

« Pékin-Information » n° 39 note à ce sujet : « Ne réussissant pas à relancer sa production domestique, l'Union soviétique a tout naturellement cherché à s'approvisionner au Moyen-Orient tout proche, où le pétrole est bon marché et de bonne qualité. Une bonne affaire, quoi ! Cela explique pourquoi récemment tout en diminuant ses fournitures de pétrole aux pays membres du COMECON, le révisionnisme soviétique a remué ciel et terre pour mettre la main sur des ressources naturelles de pétrole et de gaz au Moyen-Orient. Et aujourd'hui, il s'est déjà infiltré, sous le couvert de l'« aide », dans l'exploitation du pétrole de certains pays de cette région. Selon les accords signés, les pays « bénéficiaires » de cette « aide » doivent la payer en pétrole brut et en gaz naturel à un prix dérisoire. La presse iranienne a révélé que le prix du gaz naturel vendu à l'Union soviétique

représente seulement le quart de celui que l'Europe doit payer à celle-ci. Vendre cher, acheter pour une bouchée de pain : ce procédé de pillage auquel a recours le révisionnisme soviétique n'est en rien différent des méthodes utilisées par les monopoles pétroliers occidentaux. »

Ainsi l'arrivée du social-impérialisme soviétique ne fait qu'exacerber des contradictions passablement aiguës.

La toile de fond de la prétendue « crise de l'énergie » apparaît clairement : les deux super-puissances, pays riches en pétrole, ont de plus en plus besoin d'importer cette matière première, du fait entre autres de l'anarchie de leur production et de leurs gaspillages. Les pays pauvres en pétrole (le Japon et l'Europe occidentale) seront de plus en plus dépendants des importations, puisque le pétrole est aussi pour eux la principale source d'énergie. La lutte autour des ressources pétrolières sera de plus en plus acharnée, d'autant que les pays impérialistes ont à faire face aujourd'hui au front uni des pays de l'O.P.E.P. qui entendent récupérer leurs richesses nationales.

La situation est donc excellente pour ces pays. Ceux regroupés au sein de l'O.P.A.E.P. la mettent de surcroît au service de la lutte de libération des peuples arabes et palestinien. Nul doute qu'ils iront de victoire en victoire, renforçant ainsi le camp de la révolution mondiale. **Marc Laurent**

# La hausse s'accélère

Les récentes hausses des prix vont à nouveau peser lourdement sur le budget des travailleurs. Ce sont les produits de premières nécessités, tels les produits alimentaires, qui ont encore une fois augmenté le plus. Les salariés les plus pauvres sont deux fois plus touchés.

En six mois, d'avril à septembre, les produits alimentaires ont augmenté de 6,6 % — dont :

- Porc et charcuterie : 13,9 % ;
- Œufs : 18,5 % ;
- Volailles, lapins : 5,7 % ;
- Lait, fromage : 5,2 %.

Pour le seul mois de septembre, l'indice officiel indique une augmentation de 0,9 % pour l'ensemble des produits. Les mesures de taxation prises par le gouvernement apparaissent vraiment dérisoires face à la hausse des prix et à l'inflation galopante. Plus sérieuses sont les menaces de blocage des salaires, contre lequel les travailleurs doivent se préparer à lutter.

En fait, hausse des prix et inflation sont des maux inhérents au système capitaliste. Le gouvernement bourgeois — même s'il applique les « réformes » proposées par le P.C.F. et le Programme de la Gauche — n'a qu'une solution pour tenter de freiner le développement de ces phénomènes : exploiter encore davantage les masses travailleuses. Prenons le cas de l'inflation : Giscard a déclaré qu'il ne prendrait pas de mesures qui pourraient freiner l'expansion économique. Donc l'inflation continue à galoper — car sa cause fondamentale, une plus grande progression de la masse monétaire que la production nationale, ne peut disparaître en économie capitaliste. La seule solution pour un gouvernement capitaliste pour non pas supprimer mais réduire momentanément l'inflation, c'est effectivement de freiner l'expansion, donc d'accroître le chômage. Le résultat est toujours le même pour la classe ouvrière : des salaires plus bas, l'insécurité de l'emploi.

Seul le socialisme peut faire disparaître définitivement le phénomène de l'inflation et de la hausse des prix : c'est ce que nous expliquerons dans le prochain numéro de *L'Humanité rouge*.



# Hassanissement

Depuis 2 ans, le pouvoir déchaîne sa répression en engageant une longue suite de procès : à Casablanca, où 40 marxistes-léninistes furent condamnés pour délit d'opinion ; à Kenitra, 16 condamnations à mort, 15 à perpétuité et une soixantaine à temps frappait une partie des 159 marocains inculpés depuis août pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, tentative de renversement du régime, détention illégale d'armes ou complicité ». Le but réel de ce procès était de démanteler l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.), ce que confirma l'enlèvement de 74 inculpés acquittés à la sortie de tribunal : parmi eux se trouvait 13 avocats de l'U.N.F.P. de Rabat. Ils sont actuellement dans un camp militaire, en attendant un nouveau procès.

On peut s'inquiéter également du sort d'Abdellaziz Menbi, président de l'Union Nationale des Etudiants Marocains (U.N.E.M.), qui a disparu depuis février dernier : la police a déclaré qu'elle l'avait relâché après « quelques interrogatoires »...

Le jeudi 1<sup>er</sup> novembre, dernier jour de Ramadan, Hassan II a fait exécuter 15 des 16 condamnés à mort : parmi

eux, Omar Dakhoun, torturé durant 1.850 heures, s'était dressé en accusateur face à ses juges pour dénoncer la corruption du régime et l'impasse du régime qui ne lui laissait que le recours aux armes. Ayant participé aux affrontements armés de mars 1973 dans l'Atlas, il dénonça la machination des juges voulant inculper sous le même chef des dirigeants de l'U.N.F.P.

S'appropriant l'attitude courageuse des combattants marocains au Moyen-Orient, Hassan II a commis ce nouveau meurtre. Il pense, il ose espérer que ces exécutions vont stopper l'élan révolutionnaire qui anime côte-à-côte la jeunesse, les intellectuels, les ouvriers et les paysans. Il se trompe, car ce dernier geste ne fait que renforcer la détermination des masses marocaines.

Nous devons rester vigilants et répondre massivement à l'appel lancé par l'U.N.E.M. qui appelle « l'opinion démocratique française et internationale pour dénoncer cet acte criminel, sauver les militants qui risquent de subir le même sort et déjouer les nouveaux complots qui se préparent ».

Correspondant H.R.

# ECHOS DES LUTTES DE LA SEMAINE

## MICHELIN

250 ouvriers des ateliers de tringles de Vannes et Clermont-Ferrand sont en grève.

Les ouvriers travaillant à une production identique à l'étranger refusent d'augmenter leur production et s'opposent à tout transfert de stocks en France, pour soutenir la lutte de leurs camarades français.

## SCIAYK (Landes)

L'usine de Tamos, dans les Landes, spécialisée dans la mécanique de précision, a cessé toute activité. Les 100 ouvriers de l'usine, qui refusent sa fermeture, occupent les locaux.

## « CELLULOSE » (Strasbourg)

500 travailleurs sont en grève depuis 8 jours pour imposer une augmentation de leurs salaires, et notamment l'alignement sur ceux des autres usines du groupe.

## CHANTIERS NAVALS (La Rochelle)

800 ouvriers sont lock-outés par la direction, pour avoir pratiqué des débrayages tournants depuis un mois.

Le jour même du lock-out, les ouvriers manifestaient dans les rues de la ville.

rencontrant un soutien actif de leurs camarades des autres entreprises et de l'ensemble de la population.

## SALINS DU MIDI

Grève avec occupation de l'entreprise pour protester contre la suppression d'une fraction de la prime de rendement à la suite de la précédente grève.

## LAMINOIRS D'ALSACE (Lyon)

Occupation permanente 24 h sur 24 depuis 8 jours pour s'opposer au démontage et au transfert des machines hors de l'usine. La direction entend en effet fermer l'usine immédiatement et licencier sur le champ les 120 ouvriers.

## CERIZAY (Deux-Sèvres)

Le travail vient de reprendre, après 3 mois et demi de grève, pendant lesquels les ouvrières ont confectionné les fameux chemisiers « PIL » destinés à soutenir leur lutte.

La déléguée syndicale, dont le licenciement était à l'origine de la grève, a été réintégrée, mais mutée dans un établissement distant de quelques kilomètres.

3 000 personnes ont assisté, la semaine dernière, à un meeting de soutien à leur lutte.

# Avortement : la répression continue... ...la lutte aussi

Sur la question de l'avortement, le gouvernement se tait depuis un bout de temps. Il avait pourtant protesté à grands bruits de sa volonté de « compréhension », il y a peu. Mais c'était en période électorale, et, surtout, sous la pression d'un puissant mouvement de masse.

Aujourd'hui, s'il ne parle plus, il continue d'agir, c'est-à-dire de réprimer. Périodiquement, des échos assourdis font part de nouveaux procès et d'inculpations dirigées contre des femmes qui se sont fait avorter ou des médecins qui les ont aidées.

Tout dernièrement, deux cars de françaises, parties faire interrompre leur grossesse en Hollande, ont été interceptés à la frontière franco-belge, au retour. Sans aucun égard pour leur fatigue, elles ont été longuement retenues, interrogées, insultées. Interrogées, deux par deux par

la police, elles ont toutes d'une seule voix affirmé l'objet « illicite » de leur voyage et vigoureusement protesté contre le maintien de la loi inique qui continue à les obliger, comme des milliers d'autres femmes, à entreprendre ce coûteux voyage à l'étranger alors que des méthodes simples, sûres et quasiment gratuites pourraient être appliquées sur place. Relâchées après 7 heures d'attente et d'interrogatoires, elles ont manifesté publiquement leur volonté de poursuivre la lutte pour l'abolition de la loi odieuse qui, chaque année, continue de mutiler et de tuer des milliers de femmes, et en maintient des millions d'autres dans l'angoisse d'une grossesse non désirée.

Pour l'abrogation de la loi de 1920, la suppression des inculpations en cours, la contraception et l'avortement libres et gratuits, le combat continue.

# E-100

## sur le Vietnam

- Breve histoire du Parti des Travailleurs du Vietnam . 2,50
- Le Duan**
- En avant sous le glorieux drapeau de la Révolution d'Octobre ..... 1,00
- Le rôle de la classe ouvrière vietnamienne et les tâches des syndicats à l'étape actuelle ..... 1,00
- Sur la révolution socialiste au Vietnam :
  - Tome 2 ..... 4,00
  - Tome 3 ..... 4,00
- Sur quelques problèmes internationaux actuels .... 4,00
- Truong Chinh**
- Sur la voie tracée par Karl Marx ..... 1,70
- Vo Nguyen Giap**
- La guerre de libération nationale au Vietnam .... 2,50
- Notre guerre du peuple a vaincu la guerre de destruction américaine ..... 1,00
- Pham Van Dong**
- En avant ! la victoire est entre nos mains ..... 1,00
- 25 années de lutte et d'édification nationale ..... 1,00

Editions-Diffusion du Centenaire  
B.P. 120 - 75962 PARIS Cedex 20

# Comment la CFT s'implante à Citroën

La C.F.T., ou plus exactement le « syndicat indépendant » de Citroën est né pendant la grève de 68. Il s'est appelé rapidement « syndicat national indépendant de Citroën » (SNISC) lors de son association avec la C.F.T. sur le plan national. C'est pendant la grève que les agents de maîtrise et agents de secteur ont commencé à vendre des cartes aux gars qui avaient été désignés par la direction pour rester à l'usine, « la garder » (pas n'importe quels gars, bien sûr, mais ceux en qui la direction pouvait avoir confiance et à qui elle avait envoyé des lettres individuelles). Le S.N.I.S.C. était présenté alors comme « un syndicat comme les autres » par les nervis des patrons : un syndicat « pour défendre les travailleurs ».

Puis, à la rentrée après la grève, les moyens de pression pour obliger les gars à adhérer au syndicat-maison ont été de plus en plus fréquents et de plus en plus honteux ; quelques exemples :

— Les chefs qui vendaient les cartes ont commencé à gueuler de plus en plus contre la C.G.T. qui ne voulait que « foutre le bordel », et, dès qu'un gars adhérait à la C.G.T. et que les chefs le savaient, ils allaient voir le gars pour lui passer un sérieux savon et l'engueuler comme du poisson pourri.

— Le chantage à la promotion s'est fait ouvertement : « t'as pas ta carte et tu t'es inscrit pour passer P 2 ? », disent les chefs avec un air ironique aux gars ; et ceux qui n'ont pas leur carte savent très bien qu'ils ne passeront pas l'échelon supérieur, ou du moins pas la première fois.

— A un gars qui refusait de prendre sa carte et qui commençait à s'échauffer contre le chef qui la lui proposait avec force chantage, celui-ci demande brusquement : « Est-ce qu'un poste d'agent de maîtrise ça ne vous intéresserait pas ? » (bonne manière de faire taire les récalcitrants

et les mettre de son côté. Le gars a refusé net, mais il est surveillé de près depuis).

— Plusieurs ouvriers qui ont acheté leur carte et une voiture Citroën à l'usine ont passé l'échelon supérieur sans même passer l'essai dit « obligatoire ».

— Les sanctions disparaissent soudain, comme par miracle, pour ceux qui prennent leur carte s'ils ne l'avaient pas avant.

Résultat : environ 70 % du personnel est « adhérent » forcé du syndicat-maison ; mais très peu sont convaincus, heureusement, de la justesse de la ligne.

n'iras pas voter ».

Seule l'année 1971 a vu tout le monde voter. Mais deux délégués C.G.T. ont été élus, et alors, il n'a pas été question de recommencer à accorder cette grande liberté à tous, bien sûr. Depuis, le tri pour les invitations se fait de plus en plus serré et il s'agit, par déductions et enquêtes d'année en année, d'éliminer les voix autres que pour la C.F.T.

Il est à remarquer que tous ceux qui ont leur carte C.F.T. ne sont pas « invités à voter », car ce n'est pas un critère de confiance suffisant (beaucoup d'ouvriers prennent leur carte uniquement pour ne pas avoir

Les patrons violent leurs propres lois!

Cela, sans parler de l'activité militaire de ces « individus » de la C.F.T., de ces nervis au service des patrons, qui ne se sont pas gênés pour matraquer à coups de barre de fer, pour chasser en bagnole, etc. des militants venus distribuer des tracts aux portes de l'usine. Violence ouverte à l'extérieur, violence cachée mais violence quand même à l'intérieur, voilà les pratiques de la C.F.T. Et sur le plan de la défense des intérêts des travailleurs, qu'a-t-elle fait ? RIEN DU TOUT, zéro, si ce n'est sortir un petit tract (sur du beau papier), démagogique et de nature fasciste, à chaque fois qu'un autre syndicat ou que des militants révolutionnaires en distribuent un.

Ah, n'oublions pas non plus les brochures de publicité pour les commerçants distribuées gratuitement par ces messieurs ! Mais alors, que font-ils des quelque 2 200 ou 2 300 F qu'ils récoltent à chaque vente de cartes ?

Et bien, c'est simple : ces salauds qui ne foutent rien de leur journée si ce n'est emmerder les gars, passent leurs soirées à boire jusqu'à se saouler dans « leur local » proche de l'usine. Ces « gros bras » ont monté leur local et leur stand de tir où ils s'entraînent régulièrement (pas seulement pour le plaisir du sport !) et tout ça ne se fait pas sans argent !

Il ne suffit pas que les travailleurs réagissent contre ces pratiques à Citroën même, ripostent, s'organisent pour écraser cette vermine, mais il faut encore que partout, dans toutes les entreprises, dans toutes les usines on sache ce qui se passe à Citroën afin d'éviter que la gangrène ne s'étende, afin de la balayer entièrement.

A BAS LA C.F.T. FASCISTE AU SERVICE DES PATRONS !

Correspondant H.R.



Quant aux élections, elles sont très instructives !

Pour voter à Citroën, il faut être « invité » par la direction (par l'intermédiaire du chef de secteur en général) qui va voir les gars en leur disant : « Toi, tu iras voter, ou toi tu

d'ennuis et pour pouvoir passer les échelons). Et bien sûr, ceux qui n'ont pas leur carte n'iront sûrement pas voter (et ils sont surveillés de près, de peur qu'ils y aillent « en cachette »).

Voilà LA LIBERTÉ SYNDICALE dans une « république démocratique ».

## SNCF : la démocratie à la CGT

Aux ateliers de Vitry les cheminots ont pu se rendre compte lors des dernières actions que les collaborateurs n'hésitent pas à employer tous les moyens pour défendre leur ligne révisionniste en étouffant ceux qui veulent mener un combat juste pour les travailleurs.

Le mécontentement s'est fait sentir à la base sur les revendications hiérarchisées. Combien de fois ai-je entendu cette phrase : « Moi j'en ai assez de faire grève pour les patrons, il faut une augmentation égale pour tous. » Avec l'aide de certains cheminots combattifs et de délégués CFDT nous avons fait voter une motion :

- 200 F d'augmentation uniforme des salaires pour tous ;
- 1 500 F de salaire minimum ;
- les 40 heures en 5 x 8 immédiatement ;
- le libre choix du médecin ;
- les effectifs, les conditions de travail, l'arrêt du démantèlement.

Mais ce n'est pas sans mal que nous avons réussi à prendre la parole

dans les réunions. Les délégués CGT ont tenté plusieurs fois de prendre le mégaphone que tenait le délégué C.F.D.T.. Durant notre prise de parole ils n'ont pas cessé de nous provoquer en nous injuriant, en appelant à se disperser.

Dans la journée un tract CGT était distribué, attaquant certains cheminots (voir ci-dessous).

Ce tract des bonzes CGT, à leur grande surprise, a été très mal accueilli par les militants de base : « Parce qu'on ne pense pas comme eux, on est gauchiste ; c'est eux qui font le jeu du pouvoir avec leur hiérarchie et leur aréopage, et c'est vous qui avez raison... »

Durant la dernière grévette, la masse a de nouveau exprimé son mécontentement sur les formes de lutte. Elle a montré sa volonté, malgré un découragement chez certains camarades, de poursuivre l'action en faisant une grève totale (tous les réseaux ensemble) renouvelable toutes les 24 heures jusqu'à satisfaction. Réponse de la CGT : « Nous

tiendrons compte de vos paroles. » Et maintenant ils nous annoncent : « On arrête le mouvement car nous allons engager des discussions avec le gouvernement. » Encore une fois nous constatons que c'est le sommet qui a le dernier mot.

La C.G.T. des ateliers fait des purges. Un des ouvriers combattifs qui faisait parti du conseil syndical a été vidé. Prétexte : « Tu ne respectes plus la ligne du syndicat, tu n'es qu'un anti-ouvrier qui nous tire dans les pattes, un briseur d'unité... »

Pour exclure le camarade sur 60 conseillers syndicaux, 20 seulement ont été convoqués, les 20 « purs et durs » qui veulent à tout prix faire respecter la ligne révisionniste. Mais il n'est pas question de se laisser faire : les magouilles de ces bonzes les mèneront à la défaite.

Vive la lutte des cheminots de Vitry !

Tous unis à la base et dans l'action !

Un cheminot marxiste-léniniste

Commandez

### LA FASCISATION EN FRANCE

Prix : 3 F

### QUE SIGNIFIE CLASSE CONTRE CLASSE ?

(0,50 F)

### “ Soutien aux peuples arabes et palestinien ”

Prix : 1 F (port en sus)

C.G.T.

SYNDICAT DES CHEMINOTS DE VITRY

F.S.U.

En reprenant les revendications énoncées dans ce tract nous sommes certains qu'ils sont démagogiques assaisonnés d'un certain pitonnet gauchissant.

Nous ne croyons pas que nos camarades responsables de la C.F.D.T. vont se laisser manœuvrer par de tels individus ni se laisser influencer par leurs manières d'agir. Ces mêmes individus, en essayant de s'infiltrer dans les organisations démocratiques, n'ont pour but que de démolir les travailleurs, de les lancer dans des mouvements anarchiques, faisant le jeu de la direction et du pouvoir.

Camarades ce n'est pas cette fraction si apparemment révolutionnaire, si agitée, si combattive, qui en flambant quelques voitures, en détournant quelques pavés, en distribuant quelques cocktails, à droite ou à gauche, assurera la satisfaction de vos revendications, de vos aspirations, sans celles de faire poursuivre par l'état policier vos militants les plus responsables et par des mesures exceptionnelles prises par le pouvoir de couper la tête et briser le mouvement ouvrier.

## CIRCULAIRE FONTANET NON A L'ESCLAVAGE !

La tristement fameuse « Circulaire Fontanet » entre en application cette semaine, après avoir été différée à plusieurs reprises. Pour le gouvernement, ce retard est dû à « un esprit humanitaire et à titre tout à fait exceptionnel ». Il oublie de rappeler qu'il a quand même dû partiellement reculer devant les grandes luttes, et notamment les nombreuses grèves de la faim, menées par les travailleurs immigrés, au printemps dernier.

Ceux-ci ont ainsi manifesté clairement leur volonté de refuser l'esclavage auquel cette circulaire scélérate entend les réduire.

Officiellement 3 600 travailleurs émigrés ont été expulsés pendant les trois derniers mois de 1972 et 1 326 au cours des six premiers mois de l'année 1973. Parmi lesquels, Mohamed Najeh, Maurice Courbage et le pasteur Penegaux.

Aujourd'hui, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs immigrés « clandestins » ou « irréguliers » risquent d'être expulsés du jour au lendemain, selon l'humeur de leur patron ou celle du commissaire de Police.

Soyons vigilants pour refuser toute expulsion, pour exiger, travailleurs français et immigrés au coude à coude, l'annulation de la circulaire scélérate, les mêmes droits pour tous.

## Une campagne qui vient au bon moment

Les agressions contre nos frères algériens, marocains, tunisiens se sont multipliées à la suite de provocations venant d'Ordre Nouveau, la C.F.T., Front National, les C.D.R., d'articles de journaux qui appelaient à des règlements de compte. Pourquoi s'attaque-t-on à nous ? A qui cela peut-il servir ?

Cette campagne contre nous vient en même temps que l'application de la circulaire Marcellin-Fontanet qui règle notre présence en France. Cette circulaire, qui nous fait considérer comme des suspects puisqu'il faut passer par le commissariat de police pour entrer et rester en France, a provoqué beaucoup de colère parmi nous : déjà bon nombre de nos frères ont été renvoyés dans nos pays d'origine à cause d'elle. Notre juste colère, qui s'est manifestée par des grèves de la faim, des protestations, des manifestations, n'a pas laissé les gens insensibles. Grâce à l'aide de plusieurs mouvements, à nos organisations de lutte, et aussi parfois à l'active solidarité de nos camarades des chantiers français, le gouvernement a dû reculer.

Maintenant, le gouvernement français se prépare à renvoyer dans nos pays des milliers d'entre nous qui n'auront pas un contrat de travail ou qui auront osé défendre leurs droits. Les mensonges odieux que certains journaux et groupes racistes ont raconté sur nous peuvent faire hésiter certains de nos frères et de nos camarades français à soutenir ceux d'entre nous qui sont menacés.

Veut-on encore nous isoler, nous terroriser en menaçant notre vie sous prétexte que nous sommes dangereux ? Voulons-

nous autre chose que vivre, mais ni dans l'esclavage ni dans la clandestinité ? Endurer en silence la vie hors de notre patrie, la haine des racistes, endurer l'incertitude sur notre travail, l'interdiction de défendre nos droits dans le travail, les bas salaires, les dures conditions de notre travail, les menaces sur notre vie ! Voilà la vie paisible d'un travailleur immigré modèle... sinon c'est le risque de se voir enlever la carte de séjour, de voir rompre le contrat de travail et, à brève échéance, le renvoi.

Il nous faut lutter dans l'usine, là où les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés, sont soumis à la même exploitation capitaliste, là où ils peuvent le mieux comprendre la nécessité de s'organiser pour :

— S'opposer au racisme et aux manœuvres de division de la classe ouvrière ;

— S'opposer aux lois antigèves, telle la circulaire Fontanet. Celle-ci met en effet le travailleur immigré plus étroitement sous le contrôle du patronat et de la police, et veut briser les luttes de l'ensemble de la classe ouvrière en faisant peser constamment sur les travailleurs immigrés la menace de l'expulsion.

Marcellin ne vient-il pas de déclarer : « Je continuerai à expulser tous les étrangers qui troublent l'ordre public... »

Nous ne le laisserons pas faire !

Refusons les expulsions !

Abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin !

Français-immigrés : une seule classe ouvrière !

Des travailleurs arabes.

## Marcellin, grand chef des caïds

« Chère madame, je ne peux rien pour vous : fuyez, changez de métier, de quartier, alertez les journaux, mais moi, je suis impuissant devant ces gens-là. »

Ces paroles ont été prononcées par le commissaire de police du 14<sup>e</sup> arrondissement, qui s'adressait à une jeune femme venue porter plainte pour menaces de mort. En effet, le 28 septembre, elle vit un Algérien attaqué à coups de barre de fer par des hommes venant d'un bar de la rue Didot. L'Algérien tenta de s'échapper, mais il est poursuivi par ses agresseurs. Les voisins aux fenêtres crient : « Appelez la police ! ». L'homme réussit enfin à se cacher sous un camion. Les assaillants disparaissent alors en voiture. L'Algérien blessé est conduit par police-secours à l'hôpital Broussais.

La jeune femme, qui avait pu noter les numéros des voitures des agresseurs, les voit revenir deux heures après dans le bar, comme si de rien n'était. Elle décide alors de porter plainte le lendemain au commissariat du quartier. Elle y apprend que le bar en question a la réputation d'être « mal fréquenté ». Avec d'autres habitants, elle décide de faire circuler une pétition exigeant la ferme-

ture du bar. Au cours de ses démarches, elle apprend que ce bar a déjà été fermé car un Algérien y avait été poignardé à mort. Elle constate également que certains commerçants ont peur et refusent de signer. Elle prend contact avec le maire du 14<sup>e</sup> et les conseillers, sans résultats.

Début novembre, elle est de nouveau témoin de l'agression perpétrée contre un étranger par des clients du même bar. Elle leur crie d'arrêter et dit à l'homme à terre de se réfugier dans son immeuble. Alors un des agresseurs lui lance : « Si tu aimes les arabes, va te faire baiser chez les arabes. Si tu connais des gens dans la police, on en connaît aussi et de plus hauts placés. Si tu continues à ameuter le quartier, on va monter te violer et te tuer. »

Deux jours plus tard, elle dépose une nouvelle plainte au commissariat. Depuis, elle est harcelée par les habitués du bar qui la suivent et la menacent de mort, de viol et de sévices, à tel point qu'elle a dû quitter son appartement vendredi dernier.

CDHR Dallidet.

## MOTOROLA (Toulouse)

# ce n'est qu'un début

Pendant dix-huit jours nous avons tenu tête à la direction fasciste de Motorola — qui n'a pas cédé malgré la panique qui fut la sienne aux premiers jours de la grève.

Motorola est un puissant trust américain d'électronique qui possède des usines de semi-conducteurs dans plusieurs pays : le Mexique, la Corée du Sud, l'Ecosse, et Toulouse. L'implantation se fait essentiellement d'après le critère « main-d'œuvre abondante et à bon marché ». Toulouse, au centre de la France sous-développée, avec ses nombreux chômeurs, répondait parfaitement à ce critère !

Lors de son installation Motorola-Toulouse a bénéficié de la complicité et des cadeaux de la bourgeoisie française : sur 11 millions de F d'investissement initial, plus de 2 millions de F, lui ont été offerts sous formes de primes et d'avantages fiscaux divers !

Dès la création de l'usine, les salaires « à la française » — 970 F à l'embauche — (coût de la main-d'œuvre française inférieure de



40 % par rapport aux U.S.A.) se sont combinés avec des méthodes de gestion à « l'américaine ». Un membre de la direction est « responsable aux relations humaines, il y a eu l'élection de « Miss Motorola », nous pouvons faire des « suggestions » (primées !) pour améliorer le travail et la productivité, tous les six mois à lieu la distribution d'une prime « au mérite », enfin, nous avons la participation sous forme d'un plan d'épargne volontaire. Mais cela cache de moins en moins la vérité :

Exploitation accrue, alors que les profits de la direction s'accroissent.

Dès 1969, Motorola, augmentait son chiffre d'affaire de 35 % aujourd'hui l'usine est en train de doubler sa superficie !...

Ainsi, face à cette direction fasciste — représentant les intérêts impérialistes américains, soutenus par la bourgeoisie française — notre détermination n'a pas suffi.

Nous pouvons considérer cette grève comme un échec momentané. Pourtant, nous avons fait trembler la direction ! Elle, qui se vantait en 1970, « qu'il n'y aurait pas de syndicat » à Motorola, a dû affronter 60 % du personnel productif en grève ! Toutes les miettes qu'elle sera obligée de lâcher dans les mois à venir, seront dues à notre grève, au mécontentement et à la combativité qu'elle a démontré... et non au syndicat maison « Unité » comme elle voudra le faire croire.

Mais pour obtenir satisfaction, il nous faudra mener d'autres luttes, et maintenant nous devons tirer les leçons de cette première grève.

— Contre une direction de choc, il nous fallait mener une lutte dure.

Un grand nombre d'ouvriers (res) n'avaient pas encore vaincu leur peur de la direction et leur manque de confiance en nos forces. En bloquant l'entrée le premier jour, nous avons su créer un rapport de force favorable. Beaucoup d'hésitants sont restés avec nous. Pourquoi n'avons-nous pas continué les jours qui suivirent la reprise du travail après le lock-out. Parmi la majorité des grévistes les idées légalistes s'étaient répandues telles : mettre le « droit » de notre côté en

ne faisant plus d'entraves aux « libertés du travail », la direction s'était engagée (!) à entamer les négociations si les piquets de grève ne bloquaient plus l'entrée, éviter un affrontement probable avec les flics si le blocage continuait. Ces idées firent d'autant plus facilement leur chemin que certains luttaient contre avec des méthodes gauchistes, voulant imposer des piquets durs malgré la majorité des grévistes, alors qu'il fallait d'abord convaincre cette majorité. Il fallait expliquer que ce « droit » c'était celui des patrons et que notre droit était de rendre la grève la plus efficace possible, que chaque fois que nous lâchions du terrain la direction avançait et qu'il ne fallait avoir aucune confiance dans ses promesses. Les dirigeants de la grève se sont bien gardés de le faire !

— A l'intérieur, de nombreux ouvriers (res) n'osaient se joindre aux grévistes.

Quand la grève a démarré, tout le monde en avait vraiment marre. Il fallait que ça éclate. Mais nous

n'étions pas suffisamment préparés. Nous n'avions réfléchi collectivement ni aux formes de la lutte, ni à sa durée, ni à entraîner tout le monde. Maintenant, nous devons continuer dans cette voie, après la reprise du travail.

— Mieux organiser la grève.

Pour que ce ne soit plus une poignée qui prenne les décisions, en consultant qui ils veulent, mais la majorité des grévistes, il nous aurait fallu :

— Un comité de grève, préparant les A.G., analysant la situation, suscitant la rage participation des grévistes ;

— Des A.G. constructives, suffisamment longues, où chacun soit appelé à donner son avis et non à écouter les discours démobilisateurs, des pontes de l'Union départementale de la C.G.T. ;

— L'organisation d'un soutien financier très rapide et la popularisation de notre grève auprès des autres travailleurs. La Presse et l'O.R.T.F. ont soutenu à fond la direction.

Nous nous sommes donnés ces formes d'organisation car un certain nombre de grévistes les sentait nécessaires. Mais parce que la masse des grévistes n'était pas consciente de leur nécessité, le comité de grève et les A.G., ont été les lieux d'affrontement entre les 2 lignes — la légaliste et la dure. Ces engueulades incessantes ont joué un rôle important dans la démobilisation.

Maintenant, que nous sommes rentrés sans avoir rien obtenu, nous avons à poursuivre un travail de bilan et d'unification. Nous devons :

— Faire comprendre à un plus grand nombre d'ouvriers (res) où sont leurs intérêts ;

— A les entraîner dans la lutte car nous avons montré que nous pouvions nous opposer à la direction ;

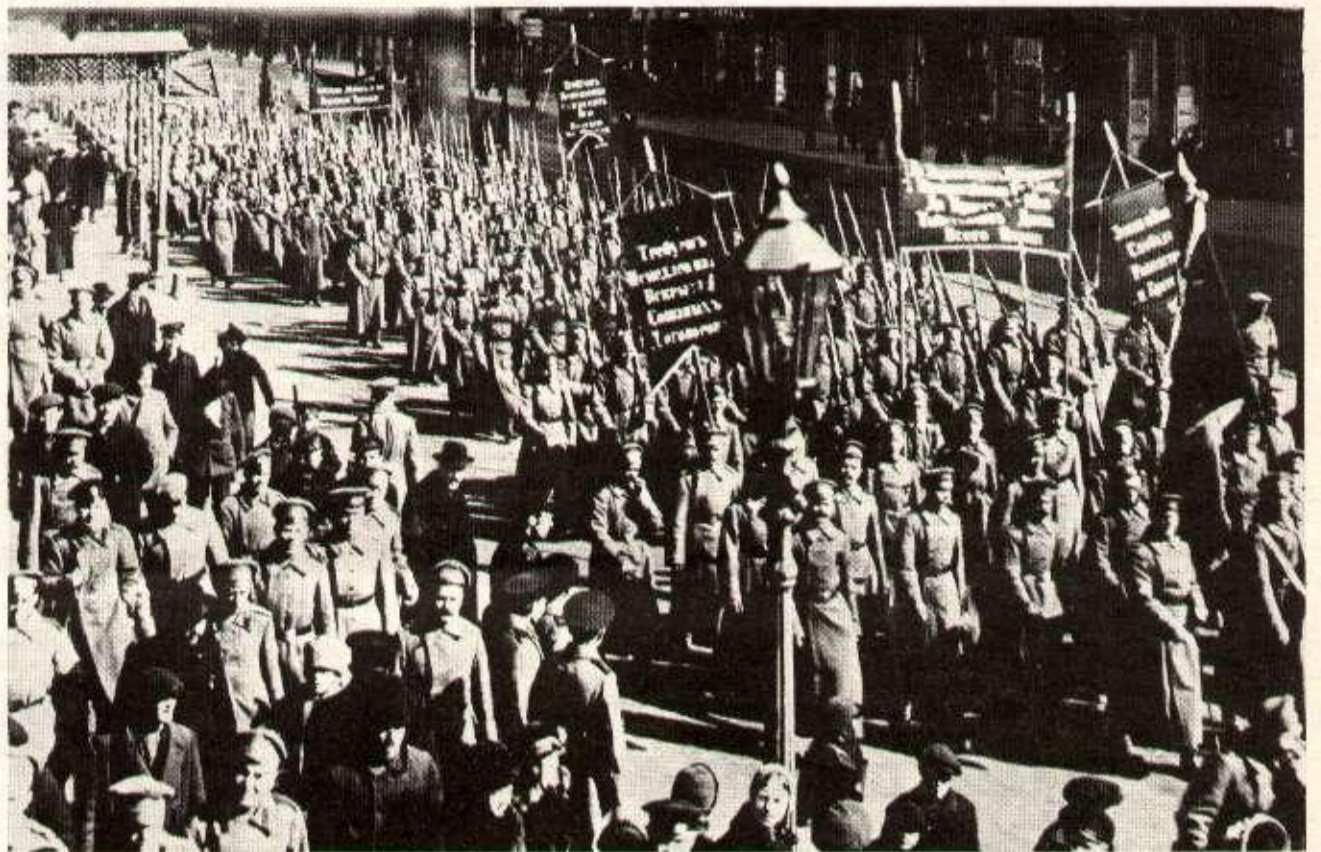
— A mieux préparer, à mieux organiser notre prochaine grève et à participer plus massivement à sa conduite.

Le 2 novembre 1973.

Les ouvriers M.-L. de Motorola.

## Suivre la voie tracée par octobre 17

combattre  
l'impérialisme  
le social-  
impérialisme  
le révisionnisme  
et la réaction



# pour la REVOLUTION PROLETARIENNE

Chaque année, les marxistes-léninistes du monde entier accordent une grande importance à la célébration de la Révolution prolétarienne d'Octobre 1917. Cette célébration est en effet pour les révolutionnaires prolétariens l'occasion de réaffirmer la liaison indissoluble qui existe entre la Révolution soviétique d'Octobre et la tâche que poursuivent les communistes fidèles au marxisme et au léninisme : la Révolution d'Octobre a ouvert une ère nouvelle, celle des révolutions prolétariennes. La célébrer, c'est s'inspirer des enseignements toujours vivants dégagés par Lénine et ce n'est pas sortir une relique morte pour camoufler une ligne anti-marxiste et anti-léniniste comme le font les révisionnistes modernes. La Révolution d'Octobre 1917 présente des aspects spécifiques liés aux conditions de la Russie d'alors mais elle est aussi et surtout la confirmation dans la pratique des principes révolutionnaires marxistes-léninistes qui conservent un caractère universel.

Le caractère universel des principes révolutionnaires contenus dans la victoire de la Révolution d'Octobre et notamment le principe de la nécessité de la révolution violente et de la dictature du prolétariat n'est nullement lié à la seule volonté des hommes mais aux conditions générales de l'époque actuelle.

Dès 1915, Lénine mettait en évidence les caractéristiques de l'époque nouvelle dans laquelle le monde était entré. Analysant le caractère particulier du capitalisme arrivé à ce stade historique du capitalisme monopoliste, Lénine soulignait :

« Cette particularité est de trois ordres : l'impérialisme est 1° le capitalisme monopoliste ; 2° le capitalisme parasitaire ou pourrissant ; 3° le capitalisme agonisant » (« L'impérialisme et la scission du socialisme ») ; analysant l'autre terme de la contradiction, la révolution prolétarienne, et les rapports entre l'impérialisme et la révolution prolétarienne, Lénine concluait sur l'essence du monde d'aujourd'hui :

« L'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat », « l'impérialisme est le capitalisme agonisant ». (« L'impérialisme, stade

suprême... »)

Mais Lénine ne s'est pas contenté de caractériser la nature de l'époque historique nouvelle, il a également formulé les lois générales du développement de la contradiction entre l'impérialisme et la révolution sociale du prolétariat, les lois du développement du monde d'aujourd'hui, en confirmant de façon éclatante les principes inébranlables énoncés par Marx et Engels pendant toute la longue période qui sépare le capitalisme du communisme.

C'est ainsi qu'il a indiqué :

« Nous avons toujours su, toujours dit, toujours répété qu'on ne peut pas « introduire » le socialisme, qu'il apparaît au cours de la lutte de classes la plus intense, la plus aiguë, la plus âpre, la plus farouche, et au cours de la guerre civile, qu'entre le capitalisme et le socialisme s'étend une longue période « d'enfants douloureux », que la violence est toujours l'accoucheuse de la vieille société, qu'à la période de transition de la société bourgeoise à la société socialiste correspond un Etat spécial (c'est-à-dire un système spécial de violence organisée à l'égard d'une classe donnée), à savoir : la dictature du prolétariat. »

Tels sont les principes universels illustrés par le triomphe de la Révolution prolétarienne d'Octobre 1917 et l'établissement du socialisme en Union soviétique. Défendre la Révolution d'Octobre, défendre le socialisme et la dictature du prolétariat instaurés en U.R.S.S. sous la direction de Lénine et de Staline, c'est fondamentalement défendre les principes révolutionnaires marxistes-léninistes et les appliquer.

Or, précisément, nous assistons à une vaste et honteuse mascarade organisée par les révisionnistes modernes pour camoufler leurs desseins contre-révolutionnaires derrière la Révolution d'Octobre.

Vaste et honteuse mascarade car qu'y-a-t-il de commun entre la ligne des révisionnistes modernes et la Révolution d'Octobre : le « socialisme », écrit sans pudeur un récent numéro de l'« Humanité » blanche. Mais ce « socialisme » vidé de son contenu politique, la dictature du prolétariat, ne peut être autre chose qu'un « socialisme » sous dictature bourgeoise, un régime socialiste en paroles, fasciste dans les faits tel celui qui a été instauré en U.R.S.S. à la faveur d'un coup d'Etat contre-révolutionnaire par Khrouchtchev, Brejnev et Cie.

Les marxistes-léninistes n'ont jamais cessé de dénoncer le caractère anti-marxiste et anti-léniniste du « passage pacifique » au socialisme et de la cessation de la lutte des classes dans les conditions du socialisme. Et cette lutte, sur le plan théorique et idéologique contre les falsificateurs du marxisme-léninisme se poursuivra très longtemps.

Cependant, outre ces mystifications destinées à enrayer le développement du mouvement révolutionnaire du prolétariat et à le dévoyer, que cache le tapage fait cette année tout particulièrement par « nos » révisionnistes modernes autour de la Révolution d'Octobre ? Le grand meeting organisé par

le P.«C.»F. « à l'occasion du cinquante-sixième anniversaire de la Révolution d'Octobre » nous le révèle, il s'agit ni plus ni moins que de « riposter à la campagne anti-soviétique », c'est-à-dire à la vigilance et aux inquiétudes qui s'éveillent dans notre pays face à la pression militaire prodigieuse que l'U.R.S.S. de Brejnev et Kossyguine, l'U.R.S.S. de la subversion, du pillage, du coup d'Etat, de l'agression, en un mot l'U.R.S.S. social-impérialiste, fait peser sur l'Europe et en Méditerranée. Cette prétendue « riposte » n'est rien d'autre qu'une préparation offensive sur le plan idéologique qui s'inscrit, elle, dans le cadre d'une campagne systématique pro-social-impérialiste développée par la presse révisionniste en France. A l'heure où les nouveaux tsars du Kremlin font preuve d'impatience dans leur volonté de désarmer l'Europe et de l'endormir sur l'air de la « détente », à l'heure où Marchais se transforme en commis-voyageur européen chargé de rassembler une « nouvelle gauche » de Londres à Bologne et des sociaux-démocrates aux trotskystes, plus que jamais les marxistes-léninistes doivent accorder de l'attention aux caractéristiques propres de la situation actuelle, aux particularités de la situation et du développement des deux pôles (bourgeoisie et prolétariat), de la contradiction principale dans notre pays, ainsi qu'aux conséquences de la situation internationale, notamment la rivalité des deux super-grands en Europe, sur la situation intérieure.

Analyse concrète de la situation concrète dans le cadre du développement d'un phénomène général, c'est un principe fondamental du matérialisme dialectique et un enseignement capital de la Révolution d'Octobre.

Lénine a souligné les particularités de la situation d'Octobre 1917 et expliqué son caractère révolutionnaire en mettant en évidence : 1° la possibilité d'associer la révolution soviétique à la cessation de la guerre impérialiste grâce à cette révolution ; 2° la possibilité de mettre à profit, pendant un certain temps, la lutte à mort des deux groupes de rapaces impérialistes les plus puissants du monde ; 3° la possibilité de soutenir une guerre civile relativement longue ; 4° l'existence dans la paysannerie d'un mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois très profond. Et Lénine ajoutait qu'il s'agissait là de conditions spécifiques.

Nous devons suivre la voie de la Révolution d'Octobre pour ce qui est des principes généraux de la révolution prolétarienne, et nous devons accorder une extrême importance à la tactique de cette révolution, tactique nécessairement mouvante comme la situation elle-même.

Que les marxistes-léninistes resserrent leurs rangs autour du drapeau de la Révolution d'Octobre ! Qu'ils renforcent leur parti d'avant-garde !

Qu'ils combattent sans relâche à la tête du prolétariat, l'impérialisme et le social-impérialisme, le révisionnisme et la réaction !

La victoire sera inéluctable, quelles que soient les difficultés !

La Révolution prolétarienne triomphera !



# La force de frappe française, obstacle pour les 2 super-grands

Si les explosions nucléaires effectuées par la France sont de faible intensité à côté des plus courants essais généralement effectués par les Etats-Unis ou l'URSS, il est permis de dire qu'elles sont par contre très bruyantes. Rarement en effet pareil tapage n'avait été fait autour d'une campagne de tirs nucléaires telle celle qui vient d'avoir lieu dans le Pacifique, campagne qui a eu une importance internationale et, il va sans dire, nationale.

Au moment où le délégué français à l'O.N.U. défend la politique française actuelle en matière de défense nationale et alors que se discutent à Vienne des projets de « désarmements » en Europe, que faut-il penser de la force de frappe française ?

D'un point de vue général, nous marxistes-léninistes sommes opposés à l'existence d'un armement nucléaire dans le monde et nous préconisons l'interdiction générale et totale des armements nucléaires : telle est notre position de fond. Cependant l'appréciation de la force « de frappe » française ne peut être faite sur la seule base de cette position de principe, mais en tenant compte des conditions concrètes.

Le fait est qu'à l'heure actuelle les deux superpuissances nucléaires, Etats-Unis et URSS, se servent de leur puissance dans ce domaine pour faire pression sur la politique de divers pays et exercent une menace constante sur la sécurité du monde. Pour tromper les peuples les deux super-grands ont élaborés plus d'un plan de soi-disant « désarmement nucléaire ».

Force est de constater qu'il ne s'agit en réalité que de phrases creuses destinées à endormir la vigilance des peuples et à leur faire croire à la « sagesse » des Etats-Unis et de l'URSS. Ici les paroles sont une chose et les actes une autre.

Voici dix ans l'URSS et les Etats-Unis ainsi que d'autres pays signaient un traité sur « l'interdiction des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ». Les révisionnistes modernes soviétiques et d'ailleurs, firent alors beaucoup de commentaires sur ce traité qui « allait dans le sens du désarmement », qui « limitait la course aux armements », et témoignait de « l'ère nouvelle de détente universelle qui s'ouvrait ». Mais que s'est-il passé en réalité ? Tandis que les chantages du pacifisme béant s'en sont allés notamment en Europe, répandant leurs litanies anesthésiantes, dans les coulisses les deux super-grands ont poursuivi fébrilement leurs préparatifs et ont accumulé un prodigieux arsenal nucléaire capable de détruire plusieurs fois notre globe. Des statistiques publiées par « l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne » révèlent que dans la période de dix ans allant de la signature du traité de Moscou à 1973, l'URSS a procédé à 121 essais poursuivant ainsi au rythme de ses expérimentations d'avant le traité de Moscou. La seule différence toute platonique quant au fond réside dans le fait que les expériences d'après 63 n'ont pas eu lieu dans l'atmosphère : mais il est indubitable qu'avant 1963 l'URSS avait pu largement éprouver ses charges nucléaires dans l'atmosphère (163 explosions). En même temps qu'ils poursuivaient leurs explosions les révisionnistes soviétiques n'ont pas cessé d'expérimenter les fusées destinées à porter les charges nucléaires et ont multiplié le nombre de satellites lancés pour servir le développement des armes nucléaires

stratégiques, montrant par là à l'évidence qu'ils entendent bien se servir de leur armement nucléaire. Alors, quel est le sens réel du « traité de Moscou », pourquoi les impérialistes américains et surtout les sociaux-impérialistes soviétiques sont-ils si mécontents des essais effectués par d'autres pays ? Pourquoi les deux super-grands et notamment les sociaux-impérialistes soviétiques s'acharment-ils tellement sur les essais nucléaires français et pourquoi le parti révisionniste français se démène-t-il tant pour obtenir la suppression de la force de

dante gêne beaucoup. Non pas que la bombe française soit de taille à se mesurer à l'un ou l'autre des arsenaux des supergrands mais parce qu'elle constitue un moyen de dissuasion contre une guerre de type conventionnel.

Malgré sa faiblesse, cet armement nucléaire, qui n'a pas un caractère offensif, joue un rôle important dans la lutte contre le chantage et les pressions extérieures. Telles sont les conditions concrètes dans lesquelles il faut examiner l'armement nucléaire français. Compte tenu du rapport de

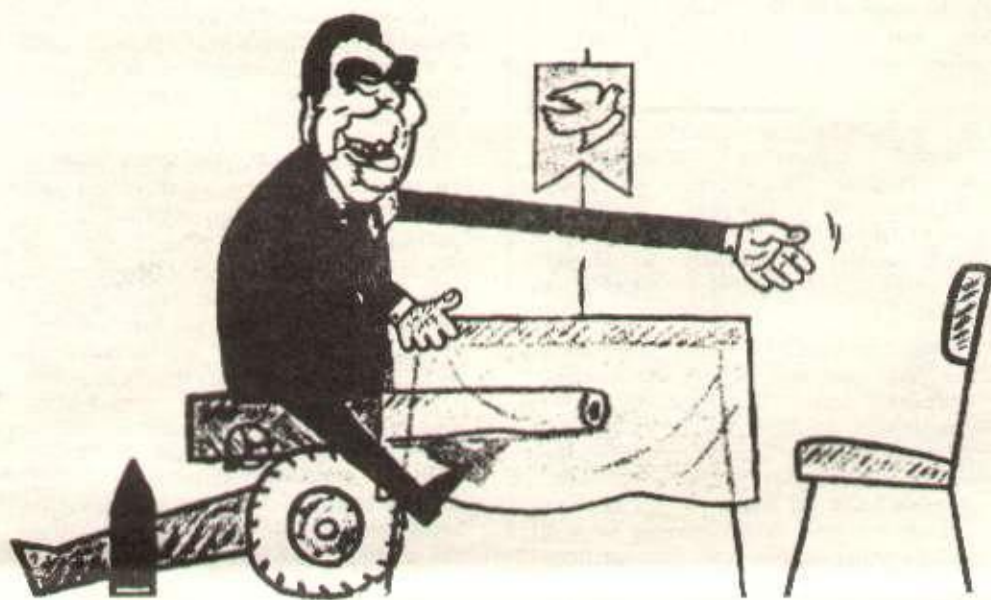
infime dans la lutte pour les sphères d'influence dans le monde.

Telles sont les raisons principales pour lesquelles les marxistes-léninistes ne se sont pas joints au chœur des ennemis de la force de frappe française. Apparemment ces derniers, qu'ils s'appellent Servan-Schreiber ou Marchais, prétendent agir pour le plus grand bien de notre peuple, en réalité ils servent les intérêts soit des impérialistes américains, soit des sociaux-impérialistes soviétiques.

C'est seulement après avoir tracé une nette ligne de démarcation entre ces faux amis du peuple et de la paix que nous désapprouvons le choix des îles du Pacifique pour les essais français. C'est là une attitude de puissance colonialiste que nous condamnons.

L'établissement d'une défense nationale ne doit en aucun cas être préparée en violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Tels sont donc les deux aspects de la force de frappe française, défense nationale et oppression coloniale : dans les conditions actuelles, l'aspect défense nationale l'emporte du fait de la double hégémonie des super-grands nucléaires et de la menace soviétique en Europe. En tout état de cause, il est parfaitement criminel de préconiser dans le cadre du monde actuel la renonciation à la force nucléaire comme le fait le « programme commun ». (« Un gouvernement démocratique renoncera à la force de frappe nucléaire et aux armements atomiques tactiques » [p. 232] ; car ce n'est rien d'autre que renoncer à la défense nationale, autant préconiser la suppression de tout armement, ce qui n'est pas une garantie de la paix et de la tranquillité lorsque des appétits impérialistes s'aiguisent. L'exemple d'Hitler a largement montré que toutes les reculades n'ont été que des encouragements à l'expansionnisme des monopoles allemands.

H. JOUR.



frappe nucléaire ? Alors que la pression militaire soviétique ne cesse de s'accroître en Europe, que la marine soviétique en Méditerranée dispose de plus de 90 bâtiments de guerre équipés de missiles nucléaires, quel est le sens de ces efforts ? Pourquoi imposer des restrictions aux petits quand les grands développent leurs propres forces ?

La vérité, c'est qu'au moment où la lutte s'accroît entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. pour s'emparer de l'Europe comme d'une base stratégique, l'existence d'une force nucléaire indépen-

forces existant entre la bourgeoisie monopoliste française et les bourgeoisies monopolistes américaines ou soviétiques, l'arme nucléaire française n'est pas essentiellement et directement un instrument de dispute de sphères d'influence mais un instrument de défense de l'intégrité territoriale : c'est seulement dans le cas d'une menace sur la France elle-même en effet que l'utilisation de la force de dissuasion nucléaire pourrait avoir un sens. La force nucléaire française pèse, au grand regret de l'impérialisme français, d'un poids

## Un peuple embarrassant

Le numéro de juillet-août 1967 de « Cahiers du communisme » contient un extrait de déclaration du Bureau politique du 3 juin 1967 qui définit de façon exhaustive et précise la position de nos révisionnistes sur la guerre de libération nationale du peuple palestinien :

« Il est donc indispensable de prévenir tout affrontement armé et d'œuvrer à une solution pacifique des problèmes du Moyen-Orient. Toutes les questions en litige (droit des réfugiés palestiniens, navigation dans le golfe d'Akaba, relations entre Israël et ses voisins) peuvent et doivent être résolues de façon juste et pacifique dans le cadre d'une négociation d'ensemble fondée sur le refus de toute ingérence impérialiste et sur le respect de l'indépendance nationale de tous les pays et peuples intéressés ».

La longue tirade à tiroirs qui termine cet extrait n'aurait qu'un intérêt littéraire (dans le genre oraison funèbre) si un propos involontairement malicieux n'y était venu s'insérer par inadvertance : car enfin, M. Marchais se garde bien aujourd'hui de condamner « toute ingérence impérialiste » et conserve ses flèches

émoussées pour l'impérialisme américain. L'autre formule aurait incité les militants à se demander quel autre impérialisme pouvait être concerné !...

La première partie de cet extrait est en revanche une démonstration rigoureuse et impitoyable de la trahison de la juste lutte du peuple palestinien. Essayons-nous à une rapide exégèse :

1° L'objectif avancé n'est point la victoire du peuple palestinien, mais la prévention de « tout affrontement armé »... Aux yeux des membres du Bureau politique du Parti révisionniste, un seul mot d'ordre doit guider les masses : la solution pacifique des « problèmes ». Voilà une formule digne de M. Kissinger : les « problèmes » du Moyen-Orient s'ajoutant aux « problèmes » du Viet-Nam...

2° Voyons donc quels sont ces « problèmes ». Pouvons-nous penser au moins que l'un d'entre eux est celui de l'existence de la nation palestinienne ? Pas du tout ! Et la déclaration est à cet égard très explicite puisque la brève énumération comprend « toutes » les questions à régler, dont on nous dit avec une impartialité de juqe bourgeois qu'elles

sont « en litige ». Pour les révisionnistes, traités à la cause des peuples opprimés, il n'y a pas de peuple palestinien, il n'y a que des réfugiés palestiniens qui, comme les Indiens des films yankees, sont venus d'on ne sait d'où et ne sont là que pour troubler la paix des gens de bonne volonté.

De la même façon, l'évocation des « relations entre Israël et ses voisins » est un parti-pris avoué de l'existence de l'Etat raciste et spoliateur israélien. Causons, causons, mais surtout pas de mise en cause allant à l'encontre d'une « solution pacifique ».

Ces propos d'une densité remarquable sont d'ailleurs éclairés par la citation que font « les Cahiers du communisme » d'un article du secrétaire du Parti « communiste » israélien, Meir Vilner, qui est à la fois plus habile et plus perfide :

« Le P.C. israélien exige du gouvernement israélien la reconnaissance des droits nationaux légitimes du peuple arabe de Palestine et en premier lieu le droit des réfugiés arabes à choisir entre le rapatriement et l'indemnisation. »

(suite page 8)

# C'est aux peuples arabes de décider de leur destin

*Octobre 1973 marque une étape importante dans la lutte longue et difficile menée par les peuples arabes pour leur libération.*

*Octobre 1973, est riche d'enseignements pour nous tous. Car, en peu de temps, ont été soulevées avec force et clarté les grandes questions du monde d'aujourd'hui.*

*A l'heure où l'on nous rabâche les thèmes de la « détente » et de la « paix », alors qu'on entretient la guerre et l'agression, que signifie exactement la « détente » ? A qui profite-t-elle ?*

*Dans un monde en plein bouleversement, qui est du côté des peuples ? Qui sont leurs ennemis ? Qui joue le rôle de gendarme international ?*

*Enfin comment aller dans le sens de la Justice, dans celui du droit des peuples ? Comment lutter et vaincre ? Qui doit décider le destin des peuples ?*

*Toutes ces questions sont à l'ordre du jour pour les peuples arabes que leur toute récente expérience a sans nul doute mobilisés, éclairés, fortifiés en vue des combats futurs. Elles nous concernent également*

Une chose aura sans doute surpris les moins attentifs aux questions internationales ce mois d'octobre : ceux qui, à Washington et à Moscou, n'ont que le mot *détente* à la bouche, sont les plus grands pourvoyeurs d'armes du monde !

## Que signifie la détente ?

On avait bien voulu nous endormir avec les belles paroles sur « le désarmement », les conférences sur la « sécurité » européenne ou asiatique, les professions de foi sur le « relâchement de la tension ». Et qu'a-t-on vu en quelques jours ? Un formidable déploiement d'engins de mort américains et soviétiques, blindés les plus puissants en grand nombre, missiles les plus « sophistiqués », chasseurs *Phantoms* ou *Mig* les plus efficaces ! Une technique des plus avancées — avec laser, télévision... — au service des armements américains et soviétiques. L'accomplissement d'un nombre incroyable de « performances » et de « records »... Ceux qui ne le savaient pas encore, abusés par la campagne mensongère des supergrands ont vu : les chantres de la « Détente » ne sont que les premiers marchands de canon du monde d'aujourd'hui !

D'autres « révélations » sont venues, confirmant l'impression première. Américains et Soviétiques dépensent 40 % du budget national pour la « course aux armements ». Ils ont installé des têtes de pont et des bases militaires aux quatre coins du monde... Au Moyen-Orient, dans le golfe arabe, dans des îles de l'océan Indien occidental. Leurs flottes de guerre sillonnent toutes les mers et tous les océans ; alors que la guerre commençait au Proche-Orient, bâtiments de guerre américains et soviétiques se rapprochaient des côtes de la Méditerranée orientale.

Et l'observateur attentif aura perdu toutes ses illusions sur la « détente ». Plus les supergrands parlent de désarmement, plus ils s'arment ; plus ils parlent de détente, plus ils se préparent à la guerre. Leur prétendue « détente » masque leur rivalité fondamentale pour s'assurer l'hégémonie mondiale.

Dès après le 6 octobre, les deux supergrands ont-ils oublié la « détente » ? Que non ! Et de clamer à tout vent qu'« une menace pesait sur la paix internationale », que « la détente était en jeu », etc. Ont-ils démantelé leurs bases au Moyen-Orient, pour autant ? Ont-ils évacué leurs bases et leurs flottes de la Méditerranée pour « relâcher la

tension » ? Bien au contraire. Nixon a ordonné la « mise en état d'alerte » n° 3. Brejnev a concentré des troupes aux frontières et envisagé l'envoi de troupes... au Moyen-Orient ! Curieuse « détente » en vérité !

Mais le mot « détente » ne signifie pas que les supergrands abandonnent leurs prérogatives, leurs ambitions et leur suprématie militaire. Il signifie que les peuples doivent se plier aux ordres des supergrands ! On l'a bien vu dès le 6 octobre, les uns et les autres se sont agités fébrilement, ont mis au point à la hâte une résolution de cessez-le-feu, dont ils ont imposé le vote au Conseil de sécurité de l'O.N.U. ; les manigances continuent aujourd'hui alors que Kissinger s'apprête à visiter les capitales des pays arabes et que les sociaux-impérialistes tentent d'imposer leurs positions aux peuples arabes et palestinien par leur fameux « Mémoire ».

Accepter la « détente » soviéto-américaine, c'est laisser les deux superpuissances jouer le rôle d'arbitre. C'est se lier totalement les mains, s'interdire de lutter au nom des prétendus risques encourus par la « paix » ; mais, les dirigeants de Moscou ont-ils évoqué ce risque lors de l'agression indienne contre le Pakistan ? Ont-ils parlé de « danger nucléaire » alors ? Sûrement pas ; il faut dire qu'ils soutenaient activement les agresseurs ! Au fond, la « détente » vue de Moscou et de Washington signifie que toute lutte des peuples doit être brisée, toute injustice légalisée. C'est donner une prime à l'agression et à la guerre ; car qui sort gagnant d'un « cessez-le-feu » sinon les sionistes israéliens qui maintiennent leur occupation sur les territoires syriens, égyptiens et palestiniens ? Les deux supergrands ont réussi leurs manœuvres pour rétablir la situation de « ni guerre, ni paix » qu'ils maintenaient depuis 1967. Pour l'instant du moins.

## Qui joue le gendarme international

En 1973, ils sont deux qui jouent le rôle de gendarme international à travers le monde.

L'un est connu, qui fait ce sale travail depuis la seconde guerre mondiale ; pillant les uns, contrôlant les autres, et réprimant tous ceux qui luttent. On se rappelle St-Domingue... Et bien sûr la gigantesque opération dans le Sud-Est asiatique, plus récemment : le Chili. La chose est claire aujourd'hui ; pour tous les peuples, l'impérialisme américain, c'est l'ennemi.

Au Moyen-Orient, son lieutenant, l'Etat sioniste d'Israël, est largement démasqué, isolé depuis bon nombre d'années. Pas de doute là-dessus non plus.

Mais l'impérialisme U.S. n'est pas seul dans l'affaire à jouer dans les coulisses, l'agression et le gendarme. Qui pourrait le nier ? Washington aurait-il pu seul arrêter la lancée victorieuse des peuples et des pays arabes, par un « diktat » de « cessez-le-feu » sur place ? Pourrait-il seul tenter de maintenir le statu-quo — la situation « ni paix, ni guerre » au Proche-Orient ? L'impérialisme U.S. n'a pas agi seul ; son compère social-impérialiste a fait son sale boulot de gendarme international lui aussi.

Cet autre gendarme s'est camouflé ; il a enfilé la parure de « l'amitié » et de la « protection » des peuples arabes. Et pourtant, il est plus dangereux. Veut-il la destruction de l'Etat d'Israël exigée par les peuples arabes ? Pas du tout ; il renforce l'Etat sioniste en lui fournissant soldats et techniciens, par l'émigration des Juifs soviétiques, qui n'a pas cessé pendant la guerre et depuis. Or, les armes et l'immigration sont les deux instruments de l'installation et de l'occupation sionistes en Palestine ; Nixon envoie les armes ; Brejnev les hommes. Un intérêt commun les anime : le maintien du statu quo garanti par l'Etat sioniste.

Que penser de l'envoi d'armes modernes, missiles « Sam » et blindés à la Syrie et à l'Egypte ? C'est une manœuvre calculée qui vise à renforcer le contrôle soviétique sur ces pays et dans la région. O combien calculée : les révisionnistes de Moscou n'envoient que des armes défensives, les font payer « cash » — et les dollars acquis si facilement leur permettent de commercer avec Washington — ; ils imposent des limitations à leur utilisation, installent des bases dans la région ; et quand la lutte risque de transformer une situation si avantageuse, imposent un diktat aux pays et aux peuples, trompés, trahis et bafoués. Du moins, c'est le désir de Brejnev et de Kossyguine...

Au fond, le jeu des deux super-impérialismes ressemble à celui de deux gangs de « racketteurs ». Chacun veut piller, rançonner, contrôler le plus de monde possible ; et c'est la lutte à mort pour l'hégémonie. Mais si les pillés et rançonnés lèvent la tête, protestent et engagent le combat, on tait la rivalité pour un temps, on fait le front des

gangs, quitte à en profiter pour faire quelques bénéfices au passage et rançonner davantage.

Nixon et Brejnev ont fait le front des gangs pour maintenir et renforcer leur tutelle sur les peuples arabes. Y parviendront-ils ?

## Non à l'agression et à l'hégémonie !...

« Chefs de gangs », Nixon et Brejnev ; sans doute ; et la comparaison n'est pas du tout exagérée. Pourquoi s'intéressent-ils au pays et aux peuples arabes sinon pour leur piller leurs richesses, leur pétrole en particulier. Et leurs ventes d'armes contre une hypothétique « sécurité » et un prétendu « soutien » ne sont-elles pas autant de rançons destinées à exténuer les peuples en lutte ? Au fond, les deux supergrands ont étendu leur « racket » respectif sur le Moyen-Orient — pillage, contrôle, intérêt stratégique — ils voudraient bien l'étendre aux dépens l'un de l'autre ; mais il faut mettre en sourdine les rivalités. Car l'heure est à la défense du racket lui-même ; les peuples arabes n'en veulent plus ; et s'opposant à l'Etat d'Israël l'antenne principale des racketteurs, ils sont entrés en lutte pour leur libération et leur indépendance.

En ce sens, la lutte des peuples arabes qui vise à libérer les territoires occupés par les agresseurs sionistes et recouvrer leurs droits nationaux fondamentaux, prend une autre dimension : celle de la lutte contre l'hégémonisme des deux grandes puissances. Le refus du « cessez-le-feu » manifesté par certains pays arabes ; la volonté officiellement affirmée par la Résistance palestinienne — par la voix de l'O.L.P. — de poursuivre la lutte armée ; les actions ininterrompues des patriotes en Palestine occupée sont significatives ; elles prouvent que le complot des superpuissances s'il peut momentanément réussir, est condamné à terme.

Octobre 1973, et les glorieux combats des pays et peuples arabes et palestiniens ont battu en brèche la « situation ni guerre, ni paix » au Moyen-Orient. Les deux superpuissances tentent aujourd'hui de la rétablir. Mais, c'est aux peuples arabes de fixer leur destin et non aux deux superpuissances. A travers luttes et difficultés, le dernier mot appartiendra aux peuples arabes. C'est notre conviction.

Camille GRANOT.

## (suite de la p. 7)

L'astuce est un peu grosse, qui consiste à reconnaître des droits nationaux à des Palestiniens arabes pour mieux démontrer qu'il y a Israël et des Arabes, Israël et une autre Palestine, arabe... Nous savons bien que le projet d'un Etat arabe palestinien en Cisjordanie est une proposition des fascistes Moshe Dayan et consorts. M. Meir Vilner nous prend pour des imbéciles. Ou plutôt il joue son rôle de serviteur fidèle.

Et surtout quelle proposition impudique et cynique pour indemniser les « réfugiés » arabes. De quel droit

prétend-on au vingtième siècle acheter les droits nationaux d'un peuple ? Mais toutes ces paroles doucereuses prennent un sens précis lorsqu'on lit la dernière phrase de l'article de M. Vilner, qui sonne sans retenue à nos oreilles :

« La sécurité et le bien-être d'Israël exigent une nouvelle politique ».

Nous aurons ainsi découvert une nouvelle catégorie politique : les sionistes « d'extrême-gauche ». Ils seront eux aussi mis en déroute et écrasés par ceux mêmes qu'ils refusent de nommer : le peuple palestinien.



# LA GRANDE PEUR DES LENDEMAINS

Rarement, ce qu'il est convenu d'appeler « la majorité » aura connu autant de contradictions sur autant de sujets et en si peu de temps.

Voyons les choses dans l'ordre.

Cela a commencé par la « loi Royer ». Présentée par le gouvernement, elle a d'abord été repoussée par de nombreux députés U.D.R. Il aura fallu une semaine pour qu'ils reviennent sur leur position. Et récemment encore, Sanguinetti, nouveau secrétaire général de l'U.D.R., devait déclarer que s'il avait été député, il ne l'aurait jamais votée...

Puis vint le débat sur le Moyen-Orient. Là, les Républicains indépendants et de nombreux députés U.D.R. s'en sont pris à la politique du gouvernement, jugée pro-arabe et ont manifesté bruyamment leur appui inconditionnel à l'agression sioniste. Récemment encore, le député U.D.R. De Bénouville, de retour de Palestine occupée, s'en est pris à la politique du gouvernement.

Ensuite, la réforme constitutionnelle, et là, Debré, Couve-de-Murville, Fouchat, votent contre ou s'abstiennent, alors même qu'elle est présentée comme l'œuvre de Pompidou. N'oublions pas Edgar Faure, qui, de-ci de-là s'en va disant qu'il n'approuve pas la politique du gouvernement dans le cas de Lip.

Vint « l'affaire de l'O.R.T.F. » qui débute par une escarmouche entre le P.D.G. U.D.R. Conte et le ministre

« Républicain dit indépendant » Malaud, pour se terminer par le limogeage de Conte et le déplacement de Malaud.

Tout dernièrement encore, Sanguinetti déclarait, en prenant en point de mire Giscard d'Estaing : « On ne peut plus attendre pour prendre des mesures contre l'inflation. Il est urgent de prendre des mesures adéquates, car on a trop tardé. » Ce qui en clair veut dire : « S'il y a inflation, c'est la faute à Giscard. »

Et à l'adresse de ses compères « Républicains indépendants » il lance : « Enlevez Giscard, que reste-t-il des Républicains indépendants ? » Quant aux alliés centristes, il leur lance : « On leur a quand même donné un sérieux coup de main depuis qu'ils existent ! »

A cela, Duhamel, le « centriste », ex-ministre de la « Culture », répond : « Les propos de M. Sanguinetti m'ont quelque peu étonné. Je n'en vois ni le fondement ni l'intérêt. »

Le vice-président des « Républicains indépendants » de Giscard d'Estaing, pour sa part déclarait : « M. Giscard d'Estaing est la cible d'un certain clan politique passéiste et rancunier, pour qui il demeure l'homme à abattre » et dénonce « ces soi-disants alliés, plus dangereux que des adversaires qui desservent la France. »

Comme on le voit, les contradictions sont nombreuses et vives.

Leur étendue traduit le fait que dans

la période actuelle la bourgeoisie est profondément divisée sur la voie à suivre, sur la tactique à adopter. Ceci est révélateur de la période historique dans laquelle nous vivons : une époque qui voit se développer intensément la lutte de classes. Les uns et les autres voient venir la crise économique et politique et divergent sur l'attitude à adopter pour y faire face (tout en étant d'accord sur le fond : exploiter la classe ouvrière). L'intensité des contradictions est à l'image même des inévitables de la bourgeoisie face à l'avenir, face à la montée des luttes ouvrières et populaires.

Sentant le bateau partir à la dérive, c'est le « sauve qui peut ». Ils cherchent les uns et les autres à se disculper aux yeux de la population, à dégager leurs responsabilités. Ils s'accusent mutuellement. Ils manifestent ainsi leur peur devant le développement de la colère dans la classe ouvrière et le peuple.

Il est certain que ces conflits au sein de la bourgeoisie iront en se multipliant et en s'approfondissant.

En particulier, il est inévitable que la contradiction entre les partisans du « libéralisme », de la démagogie sociale, et les partisans de la « manière forte », de la « solution » fasciste, aille en s'aggravant. Tout ceci est la démonstration de la faiblesse grandissante de la bourgeoisie, de la crise inextricable dans laquelle elle est engagée.

A propos d'une émission télévisée sur Staline

## A VOULOIR TROP PROUVER...

Quand la bourgeoisie et ses hommes de service parlent de Staline c'est toujours la haine à la bouche. Bortoli, qui « commentait » l'émission télévisée consacrée à Staline, n'invoque donc pas. Pour la circonstance, il a ressorti le vieil arsenal des calomnies désormais classiques. Rien donc pour nous étonner. Mais Bortoli a voulu « prouver » images à l'appui. Et là, la contradiction devient manifeste, et à vouloir trop prouver, Bortoli a prouvé qu'il mentait.

Car enfin, il nous dit (comme le dit d'ailleurs toujours la bourgeoisie) que l'U.R.S.S. de Staline était une immense prison, où tout se réglait à coups de décrets, de menaces, d'exécutions, de déportations. Pour faire « authentique », il a recours à Trotsky (moyen classique lui aussi).

Et que voit-on ?

Une Union soviétique agressée par les forces coalisées de l'impérialisme, réduite à la famine, et qui en l'espace de vingt ans développe prodigieusement son industrie, son agriculture. Et cela sous la direction de Staline. Croit-on qu'une telle chose ait pu se faire à coups de décrets ? La vérité, et les images par instant la laissent entrevoir, c'est qu'il a fallu l'enthousiasme des masses soviétiques, leur courage, leur héroïsme, leur confiance pour réaliser cela. Et pour que cela soit, il fallait que les masses soviétiques soient convaincues par leur expérience que le pouvoir était leur pouvoir, que le socialisme n'était pas un vain mot.

Que voit-on encore ?

Une Union soviétique agressée par les hordes nazies, et ses peuples en armes unis à leur armée qui les mettent en déroute au prix de souffrances innombrables. Et cela sous la direction de Staline.

Peut-on imaginer un peuple qui, selon Bortoli, aurait vécu sous la « terreur stalinienne » faire preuve d'un tel héroïsme ?

Le courage des masses, leur héroïsme ne se commandent pas par décrets ni par menaces. Pour qu'il y ait Stalingrad, il fallait nécessairement que les peuples soviétiques aient l'amour de leur patrie socialiste. Un tel amour, qui a brisé les hordes nazies, ne se décide pas par décrets, ne s'impose pas par des menaces.

Que voit-on enfin ?

Staline mort, et les masses soviétiques, les masses qui édifièrent le socialisme, qui ont fait Stalingrad, pleurer et tel un immense fleuve humain rendre hommage à Staline. Imagine-t-on qu'un peuple puisse rendre un tel hommage à un « tyran » ? L'amour d'un peuple pour un dirigeant ne se décide pas par décrets. L'amour des peuples soviétiques pour Staline était le fruit de dizaines d'années d'édification du socialisme sous sa direction, de combats et de victoires communes.

En vérité, les seuls à être soulagés par la mort de Staline furent les impérialistes, et ceux qui quelques années plus tard allaient essayer de salir sa mémoire, et firent de l'Union soviétique l'Etat social-fasciste et social-impérialiste qu'elle est aujourd'hui.

Bortoli a eu comme un soupir d'aise lorsqu'il a parlé de cette « deuxième mort » de Staline, mais ne lui en déplaise, Staline vit et vivra dans la vie des masses soviétiques et des peuples du monde.

## Éducation Nationale : VIOLENTE RÉPRESSION DES LUTTES

A Paris, plusieurs centaines d'étudiants en médecine qui occupaient le hall du ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale ont été violemment expulsés et matraqués par les C.R.S. le mardi 30 octobre.

Le professeur Milliez, doyen du centre hospitalier universitaire Broussais Hôtel-Dieu, a rendu publique une lettre signée par trente-cinq professeurs et chefs de clinique « déplorant les brutalités auxquelles se sont livrés des policiers sur les étudiants de cette faculté qui étaient allés présenter au ministère leurs légitimes revendications ».

Les étudiants en médecine demandent une augmentation des postes hospitaliers (345 à la Pitié et 100 à Broussais), la rémunération de leurs stages, une prime de transport et réclament l'amélioration de la qualité des stages. Enfin, ils exigent que les lieux où sont donnés les cours ne soient pas éloignés des lieux d'attribution de leurs postes.

A Marseille, la police a procédé à



l'expulsion des enseignants et du personnel de l'université d'Aix-Marseille III en grève avec occupation, le mercredi 31 octobre, sous prétexte que des vols et des dégradations auraient été commis dans l'université. Plusieurs personnes ont été interpellées.

Incapable de satisfaire aux revendications des étudiants, des enseignants et du personnel, le pouvoir, devant l'échec de la politique de la « carotte », mène maintenant, comme dans la classe ouvrière, celle du « bâton ». Les grévistes sauront répliquer comme il se doit à ces provocations et restent fermement décidés à obtenir satisfaction.

## DIJON : Un comité d'accueil pour Messmer



Samedi 3 novembre, Messmer était venu à Dijon inaugurer la Foire gastronomique. Notre Premier ministre, ancien légionnaire, avait déjà été accueilli comme il le méritait

en Bretagne et de nombreux dijonnais étaient prêts à le recevoir de même.

Au premier rassemblement, les

C.R.S. ont divisé la manifestation, mais plus de 500 d'entre-nous ont réussi à se regrouper devant la Foire, avec à nos côtés, un car de travailleurs de Lip (qui se souviennent de la phrase de Messmer « Lip, c'est fini »).

C'est en criant « Messmer, salaud, le peuple aura ta peau », « Les flics, hors de Lip », que l'on attendait Messmer.

Quelques cars étaient là, prêts à intervenir.

Les C.R.S. encerclaient la place, puis nous ont chargés violemment, nous dissipant à coups de matraques. Devant la sauvagerie des flics, les manifestants criaient « Le fascisme ne passera pas », « A bas la répression ».

Des Dijonnais aux fenêtres gueulaient contre les flics : « C.R.S., assassins », « Les manifestants n'ont rien pour se défendre ».

Après nous être repliés, nous sommes revenus crier contre Messmer et le pouvoir fascisant, près de la foire.

Un lecteur d'H.R.

## Entre nous soit dit...

Depuis quelques jours un nouveau scandale policier a éclaté à Nice. Une bande de cambrioleurs était en fait constituée par des policiers de la ville. Déjà, une quinzaine d'entre eux seraient impliqués dans cette affaire à la suite de leur dénonciation par un des leurs, pris en flagrant délit, sous-brigadier de métier, et ne voulant pas « plonger » seul. Le truc est simple et efficace : A la suite d'un appel à Police-secours, on s'amène à grands bruits et on rafle ce que les voleurs n'ont pas emporté. Et merci aux gardiens de la paix ! Brebis galeuses que ces mauvais flics disent certains, d'autant qu'il s'agit principalement d'agents d'origine nord-africaine. Et tous les Nord-Africains sont des voleurs, tout le monde le sait.

Brebis galeuse aussi le gardien de la paix qui a tué dans la nuit du 30 au 31 octobre un homme de 41 ans, après en avoir assommé un autre au cours d'une rixe dans un bar de Seine-et-Marne.

Brebis galeuses aussi sans doute, les trois fonctionnaires de la police cannoise qui avaient tabassé un ressortissant tunisien le 6 septembre dernier parce qu'il roulait en mobylette sans lumière.

Tout cela ne sont bien sûr que des cas isolés, qui seront « réprimés sévèrement ». De même le meurtre de Mohammed Diab était-il un cas isolé, ou les tabassages systématiques de jeunes, les sévices et humiliations infligés aux clochards d'Annecy, les ratonnades à Grasse, la corruption des commissaires Tonnot, Bezert ou Javilliey. Mais on va tout nettoyer et extirper la tumeur afin de n'avoir plus qu'une police propre et saine. Et ce pourquoi ? Les travailleurs de Lip, ceux de L.M.T., les étudiants en médecine le savent : pour mieux réprimer les luttes et mieux remplir son rôle d'organe de l'Etat bourgeois, sa mission de chiens de garde du capital.

## Camarades, payez vos fournitures!

Une fois encore nous demandons à tous les camarades diffuseurs de notre presse, ou de nos brochures, et affiches, de régler très rapidement leurs fournitures car notre imprimeur exige de plus en plus des règlements immédiats de nos commandes, et il est inadmissible que certains camarades laissent des dettes de journaux, de brochures ou d'affiches plusieurs mois sans être réglées, même partiellement. Ces défauts de règlement, ou des règlements partiels, amènent à des trous de plusieurs centaines de milliers de francs dont nous ne

pouvons faire l'avance, vu le besoin politique constant de nouvelles brochures, affiches, tracts etc.

Camarades, prenons fermement en main cette tâche de la gestion saine de notre trésorerie, sinon notre presse ne pourra continuer à se développer et nous ferions à la le jeu de l'ennemi de classe, qui a déjà cherché et qui cherchera toujours à nous abattre.

Camarades, en avant pour des règlements ponctuels de tout notre matériel : journaux, brochures, affiches, tracts...

## INDICATION A NOS LECTEURS

Dans l'éditorial autocritique publié le 11 octobre dernier sous la signature du camarade Jacques Jurquet, nous indiquions que « L'Humanité Rouge » s'appliquerait à fournir à ses lecteurs les indications nécessaires à leur information concrète au sujet de la double hégémonie mondiale, et plus particulièrement de la politique social-impérialiste du super-grand soviétique. Sachant que nombre de nos lecteurs ne lisent pas systématiquement « Pékin-Information », nous avons déjà publié par deux fois d'importants articles extraits de cet hebdomadaire chinois.

Nous tenons aujourd'hui à inviter nos camarades, amis, sym-

pathisants à étudier l'article publié dans le n° 41 de P.I. (le 15 octobre dernier) en page 5, sous le titre « L'impérialisme, c'est la veille de la révolution sociale du prolétariat », et signé Tchang Tsien.

Il s'agit d'un texte mettant en valeur différentes idées de Lénine contenues dans son ouvrage « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » et les rapportant à la situation internationale actuelle.

Si un lecteur de nos amis rencontrait quelque difficulté à cette lecture, qu'il n'hésite pas à nous écrire, nous ferons effort pour l'aider dans la modeste mesure de nos moyens.

## LE C.I.L.A. A ÉDITÉ

### Le discours du ministre albanais des affaires étrangères Nesti Nase à l'O.N.U.

(28 septembre 1973)

Discours portant sur la situation internationale et la prétendue détente proclamée par les deux super-puissances.

NOUS CONSEILLONS A NOS LECTEURS DE LIRE ET ETUDIER CET IMPORTANT DOCUMENT.

Passer vos commandes au C.I.L.A.  
17 rue du Sentier, 75002 PARIS

Prix : 1 F (port en sus 20 %)

## SOUSCRIPTION : COTE D'ALERTE !

Nous avons déjà expliqué plusieurs fois et notamment dans le n° 202 de l'Humanité Rouge, ce que coûtait la sortie de HR sur 12 pages toutes les semaines et nous avons déjà dit également que notre presse ne peut se maintenir et se développer que par une augmentation de la vente militante, l'augmentation des abonnés, puis le règlement intégral des dettes (voir dans la même page Camarades payez vos fournitures) et par la souscription. Or nous constatons depuis quelques semaines une diminution continue de la souscription.

Nous savons bien que la situation actuelle de la classe ouvrière en particulier et de tous les sympathisants qui nous entourent et qui vont en grandissant, est particulièrement difficile, dans la société d'exploitation où nous vivons. Mais là aussi c'est une tâche politique importante que d'organiser des souscriptions de masse auprès des travailleurs, auprès de nos sympathisants en expliquant continuellement, ou par tracts ou par affiches ou de bouche à oreille quelles sont les difficultés d'une presse révolutionnaire, que le pouvoir fait tout pour abattre. Sachons avoir des initiatives en s'appuyant sur les masses pour leur expliquer le besoin vital qu'est la souscription pour le maintien de notre presse. Les petits ruisseaux font les grandes rivières et la rivière dont nous aurions absolument besoin à l'heure actuelle, c'est une souscription de 3 000 F minimum par semaine. Or nous en sommes loin, cette semaine seulement : 1 271,95 F.

Camarades c'est donc à nouveau le signal d'alerte que nous tirons. Que chacun prenne également en main cette tâche hebdomadaire qu'est le soutien permanent à notre presse.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

Manuel	18	1 carrier retraité	1
Anonyme Paris	50	FDC Soutien à HR	16,20
1 travailleur indigné	3	S. région lyonnaise	150
1 travailleur indigné	1	M. Soutien à HR	50
CDHR J. Hapriot	50	CD Flourens	100
1 jeune cheminot	100	1 sympathisant	100
1 Chrétien contre le révisionnisme	10	Sur le marché St-D.	94,70
S. permanent A.	100	A la gare St-D.	6,45
1 employé ML de la S. Souale	50	CDHR A. Marty	6
CDHR F. Marty	8	CDHR Stalingrad	55,10
Soutien à HR	20	BDT	97,50
Soutien à HR en supplément à commande brochures	7	Un gars du Bâtiment	3
S. permanente Roger (novembre)	60	CDHR Daliddet	100
1 mineur retraité compagnon de F. Marty	10	Total de la semaine	1 271,95
		Total général utilisé pour le règlement des dettes de HR	373 344,16

### AUX LECTEURS ET AMIS DE « PROLETARIAT »

Depuis sa parution, la revue « Proletariat » a remporté un grand succès politique.

Cependant des insuffisances de son administration ont provoqué des retards ou erreurs dans la distribution.

Afin de rectifier cette situation, la distribution de la revue est confiée dorénavant aux Editions Diffusion du Centenaire.

Pour la distribution (abonnements, commandes, règlements), écrire dorénavant directement aux :

- EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE -

B.P. 120 - 75962 PARIS CEDEX 20

Pour la rédaction (critiques, suggestions, contributions rédactionnelles) s'adresser à :

- PROLETARIAT

17 rue du Sentier - 75002 PARIS

## Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « L'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Age : ..... Profession : .....

Adresse : .....

Signature

### ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

### ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Non Prénom Adresse	Abonnement 3 mois 6 mois 1 an	ordinaire 20 F 46 F 92 F	pli fermé 35 F 80 F 160 F	de soutien 50 F 100 F 200 F
Etranger :	3 mois 6 mois 1 an	45 F 85 F 170 F	75 F 140 F 280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

VIII<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA F.S.M. :

# Le programme commun appliqué aux syndicats

Du 15 au 22 octobre dernier se réunissait à Varna (Bulgarie) le VIII<sup>e</sup> Congrès de la F.S.M. La C.G.T. française y était représentée par une délégation de 20 membres, dont 7 secrétaires confédéraux, conduite par Séguy et Frachon en personne.

Rappelons que, pour l'Europe, la F.S.M. regroupe 10 centrales syndicales : outre les 7 centrales des pays du bloc de Varsovie, en sont membres la C.G.T. française, son homologue italienne, la C.G.I.L., et la centrale cypriste.

A côté de la F.S.M., coexistent deux autres centrales syndicales, se réclamant, ouvertement celles-ci, de la « paix sociale » et de la collaboration de classes : la C.I.S.L. — numériquement la plus importante — et la C.M.T.

Au congrès de Varna, à l'initiative de l'U.R.S.S., on n'a cessé d'adresser forces rissettes à ces dernières. Quelque peu réticent au départ, Séguy a eu vite fait de s'incliner. Protestant vertueusement

des bases « de classe » de la C.G.T. — Mais de Grenelle à Besançon, au service de quelle classe Séguy a-t-il déployé son zèle ? — Il enchaînait aussitôt pour déplorer la division des forces syndicales européennes, saluer d'un discret coup de chapeau les syndicats allemands pourris et rendre hommage aux travaux du dernier congrès du T.U.C. britannique.

« Il résulte de cette situation syndicale une division grandement préjudiciable aux intérêts des travailleurs d'Europe occidentale... Pourtant les syndicats d'Europe occidentale sont confrontés à plusieurs grands problèmes de dimension européenne qui ne peuvent être résolus dans l'intérêt des travailleurs qu'à partir d'une concertation, d'une coopération syndicale appropriée et d'une action commune. »

Oubliant avec une grande aisance — et pour cause ! — « notre conception de classe du syndica-

lisme » il en vient bien vite à tendre la main aux centrales réformistes et à mendier une place dans la centrale européenne (C.E.S.) mise en place par la C.I.S.L. :

« Il n'est jamais trop tard pour bien faire et s'il est vrai que la C.E.S. offre effectivement une possibilité de concrétiser les aspirations unitaires des travailleurs d'Europe, encore faut-il que chacun ait la possibilité de se déterminer en toute connaissance de cause. En avançant l'idée d'une éventuelle adhésion à la C.E.S., la C.G.I.L. et la C.G.T. ont proposé d'en discuter les conditions... »

Et pour cela, il se fait modeste : « ... Il serait irréaliste de chercher à imposer à tous les syndicats d'Europe une conception unique de l'orientation syndicale et nul ne peut prétendre avoir le monopole de la représentation du mouvement syndical européen. »

Dans leur impatience à s'allier

avec tous les sociaux-démocrates européens, les Séguy et consorts sont même prêts à brader leur organisation spécifique », la F.S.M., avec la bénédiction de ses patrons soviétiques. Ceux-ci rêvent en effet de ce « Programme commun syndical » à l'échelle européenne qui leur permettrait de renforcer encore leur influence en Europe, au détriment de leurs compères U.S. C'est donc d'un œil bienveillant qu'ils envisagent un processus d'unification syndicale à l'italienne.

Mais ils se trompent lourdement. Certes la classe ouvrière et tous les travailleurs de notre pays, comme ceux des pays d'Europe de l'Ouest, aspirent intensément à l'unité syndicale. Mais pas à celle qui les jetterait dans les bras des D.B.G. ou des T.U.C. vendus au patronat. Celle qu'ils veulent, pour porter aux exploiters des coups de plus en plus durs, ils la construiront eux-mêmes, à la base, dans l'action, classe contre classe.

## Vers une « Union de la Gauche » à l'échelle européenne ?

Depuis quelque temps, les contacts se multiplient entre les divers partis « communistes » d'Europe centrale. Plusieurs réunions consultatives ont eu lieu, et une conférence de tous ces partis révisionnistes doit se tenir en janvier 1974, à Bruxelles. Qu'est-ce qui pousse tous ces partis à « renforcer leurs liens » ? Bien entendu, si l'on s'en tient aux déclarations officielles, il s'agit de « renforcer la lutte anticapitaliste à l'échelle européenne ». Mais que couvrent ces habituels slogans démagogiques ? L'activité « européenne » de G. Marchais nous donne une réponse assez claire.

Marchais, en effet, voyage beaucoup, et on voit que le P.C.F. attache une grande importance à la concertation avec les autres partis révisionnistes de l'Europe occidentale. En quelques mois seulement, Marchais s'est rendu à Londres, à Bologne et à Dortmund, où il

a tenu des meetings avec les partis anglais, italien et allemand. Or, dans chacune de ces réunions, Marchais a lancé un appel solennel à la coopération entre partis communistes et partis socialistes à l'échelle européenne. Et il a lui-même pris cette affaire en main. A Londres, il s'est entretenu avec 3 députés travaillistes. En Italie, il a rencontré le secrétaire général du Parti socialiste italien, De Martino, au siège même du P.S.I. à Rome. Enfin, le 20 octobre à Dortmund, il a été reçu en grandes pompes par la municipalité social-démocrate de la ville, en présence de 150 membres du parti de Willy Brandt.

Forger une « union de la gauche » à l'échelle européenne, voilà l'objectif principal que recherchent ensemble les partis révisionnistes de l'Europe de l'Ouest. Le même mouvement se dessine d'ailleurs à l'échelon syndical (cf. article ci-dessus).

Et dans quel but ? Pour « lutter contre

l'Europe capitaliste » ? Allons donc ! Quel naïf pourrait croire qu'on peut lutter contre les monopoles, contre le capitalisme monopoliste d'Etat avec les travaillistes anglais et les socialistes italiens qui étaient au pouvoir il n'y a pas si longtemps, ou avec les socialistes de Brandt qui sont au pouvoir et défendent âprement l'expansion des monopoles allemands ?

Il y a une autre raison, qu'on peut trouver dans les déclarations de Marchais à Dortmund :

« Nous sommes prêts, pour notre part, à toute action commune, à tous échanges de vues, à tout contact avec les partis socialistes, notamment avec le S.P.D. (allemand), au moins sur des questions aussi urgentes que la lutte contre l'emprise des monopoles transnationaux ou l'action en faveur de la sécurité collective. »

Le mot est lâché, et il revient dans

les discours et articles sur cette question : il s'agit de la « détente », de la « paix sur notre continent », de la « sécurité collective ». Il s'agit en clair d'attirer, concernant ces questions, une partie des forces social-démocrates européennes sur les positions des révisionnistes. Or, dans le domaine de la « sécurité européenne », les partis révisionnistes de l'Europe occidentale défendent les positions des révisionnistes de Moscou, soutiennent le social-impérialisme soviétique. Notons à cet égard que les révisionnistes allemands, avec lesquels le P.C.F. vient de renforcer ses liens, avaient applaudi des deux mains à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Soyons vigilants : de grandes manœuvres se préparent, à l'échelle européenne, pour préparer le terrain à l'activité agressive du social-impérialisme soviétique.

M.L.

## MOSCOU : Quand les vautours se font colombes

« Le climat politique international s'est récemment éclairci grâce aux succès remportés par les forces de paix... »

C'est, sans pudeur, au nom de « l'ensemble des peuples de la terre » que le Congrès mondial des forces pacifiques de Moscou vient d'énoncer ce jugement lapidaire. Du Chili au Moyen-Orient, ce n'est pourtant pas la « détente » tant vantée qui semble marquer cette période.

Mais il faut bien redorer le blason de l'U.R.S.S. et tenter de lui redonner un visage pacifique, c'est à quoi tend l'opération politique qui s'est déroulée dans la capitale soviétique, à l'occasion de ce congrès. « L'Hu-

manité » du 1<sup>er</sup> novembre 1973 ne s'en cache pas en écrivant : « Enfin il est très significatif que le congrès se soit déroulé à Moscou, qu'il ait bénéficié de l'hospitalité de l'Union soviétique et que Léonid Brejnev y ait prononcé un discours d'une extrême importance, très applaudi, sur les données fondamentales de la politique soviétique ».

Les traits essentiels de cette dernière se reflètent, en effet, abondamment dans les rapports issus du congrès.

— Son hypocrisie : dans le rapport de la commission sur la coexistence pacifique, l'accent est mis sur le respect de l'intégralité terri-

toriale, de l'inviolabilité des frontières, de la non-ingérence. Pensons à la Tchécoslovaquie envahie et muselée, au Pakistan démembré, aux peuples arabes et palestinien soumis au diktat !

— Son agressivité : la Commission de la paix en Asie propose « la création d'un système de sécurité collective ouvert à tous les Etats asiatiques et dirigé contre aucun ».

A qui fera-t-on croire que la grande Chine rouge ne serait pas la première visée par ce pacte ?

La commission du Moyen-Orient, quant à elle, s'obstine à nier les droits fondamentaux du peuple pa-

lestinien en justifiant l'existence d'Israël et en revendiquant l'application des résolutions iniques de l'O.N.U.

La Commission sécurité européenne reprend, enfin, un thème cher aux bellicistes du Kremlin : « réduction du niveau des forces en puissance au centre de l'Europe ». Des forces rivales des leurs, bien entendu.

« Frein à la course aux armements » et « démantèlement de toutes les bases militaires à l'étranger », autres que ceux de l'U.R.S.S. évidemment !

Voilà qui montre bien quelle sorte de « paix » on entend nous imposer, à Moscou !

### ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
<b>PÉKIN</b>	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	<b>TIRANA</b>	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
				21 h	
			22 h	sur 31, 42 et 215 m ;	
			23 h 30	sur 31 et 41 m.	

# Implanter le parti prolétarien dans les entreprises

## UNE QUESTION DÉCISIVE

L'importance de l'enjeu de la bataille politique dans les entreprises n'échappe aujourd'hui à personne. A commencer bien entendu par le patronat lui-même. Un représentant du C.N.P.F. ne déclarait-il pas récemment à ce sujet :

**- L'enjeu est très important. Nous devons gagner, car du succès des efforts que nous avons à mener au sein des entreprises pour mieux informer ceux qui y travaillent et être informés par eux, dépend en grande partie l'équilibre de ce pays. -**

Les dirigeants révisionnistes ont eux aussi saisi toute l'importance de la question, comme l'atteste la dernière session de leur comité central. Marchais devait y déclarer : **- L'entreprise est devenue le lieu privilégié de la bataille politique elle-même. -**

Voilà qui fixe avec clarté l'importance que les uns et les autres accordent à la lutte dans les entreprises

pour perpétuer la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Pour des raisons rigoureusement opposées aux leurs; les marxistes-léninistes considèrent également l'entreprise comme le lieu fondamental de leur activité !

**L'édification du parti révolutionnaire du prolétariat, qui est aujourd'hui la tâche à l'ordre du jour, est indissociable de son édification dans les entreprises. C'est dans les entreprises, avant tout, que doit s'édifier le parti du prolétariat. Et cela sur tous les plans : idéologiques, politiques, organisationnels.**

La cellule d'entreprise est le fondement de l'organisation du parti. Le parti du prolétariat ne peut jouer son rôle que s'il est implanté dans les entreprises. A cela, il y a de multiples raisons.

En voici quelques-unes :

### Le rôle historique de la classe ouvrière

Et d'abord, cela tient au rôle même de la classe ouvrière. Ces dernières années, certains se sont attachés à « démontrer » que la classe ouvrière était « embourgeoisée », « intégrée au capitalisme », qu'elle déclinait, et que d'autres couches jouaient maintenant le rôle de moteur de la révolution. Toutes ces affirmations ont été mises à mal par les faits eux-mêmes. Loin d'être sur le déclin, la classe ouvrière est en plein développement, elle est la classe montante.

### Au cœur de la lutte de classes

L'entreprise est aussi le lieu où se manifeste le plus directement et sous sa forme la plus vive la lutte de classes. C'est là que se trouve le plus nettement affirmée la contradiction principale de la société dans laquelle nous vivons : la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie. **C'est la première ligne de la lutte des classes.** Les autres aspects de la vie sociale sont déterminés directement ou indirectement par la façon

La classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout; elle seule est capable de diriger le peuple pour renverser le capitalisme. Ce sont là des positions de principe confirmées par l'expérience.

L'entreprise est le lieu où la classe ouvrière se trouve rassemblée, concentrée. Edifier le parti dans les entreprises c'est pousser jusqu'au bout la reconnaissance du rôle de la classe ouvrière.

dont évolue la lutte des classes dans l'entreprise.

C'est le cœur de cette lutte.

Le parti du prolétariat ne peut jouer son rôle que s'il y est présent. Et à plus forte raison, son rôle dirigeant ne sera reconnu par le prolétariat que s'il y fait ses preuves. C'est dans l'entreprise, et nul part ailleurs, que le parti peut être reconnu par la classe ouvrière. Il ne peut gagner son rôle dirigeant que dans les entreprises; c'est là qu'il se forge.

### Au cœur du prolétariat

C'est dans les entreprises, par ses cellules d'entreprises que le parti se lie aux masses prolétariennes.

Pour connaître les besoins des masses ouvrières, leurs aspirations, le parti doit plonger ses racines au plus profond de la classe ouvrière.

L'existence de cellules d'entreprises liées aux masses ouvrières est la condition d'un bon fonctionnement du centralisme démocratique dans le parti.

### Le rôle de la cellule d'entreprise

C'est au travers de l'accomplissement de ses tâches que la cellule d'entreprise s'édifie et contribue à l'édification du parti tout entier. Quelles sont donc ces tâches ?

La cellule d'entreprise se préoccupe des conditions de travail et de vie des masses ouvrières. Elle enquête pour connaître les besoins des travailleurs, leurs revendications, leurs aspirations. Les communistes dans l'entreprise doivent être les meilleurs défenseurs des revendications ouvrières. La cellule

d'entreprise doit se tenir à la tête de la lutte revendicative.

A chaque étape de la lutte elle indique l'objectif à atteindre, elle met en garde contre les dangers multiples. C'est ainsi que petit à petit, sur la base de leur propre expérience, les travailleurs reconnaîtront son rôle dirigeant et qu'elle gagnera leur confiance.

Et disons que l'existence de la cellule d'entreprise, en tant que direction dans la lutte, est une condition essen-

tielle pour le succès des luttes revendicatives elles-mêmes. Face aux manœuvres et aux coups portés par le patronat, à la division provoquée par les révisionnistes, à la confusion inévitable due au rôle dominant de l'idéologie bourgeoise, le prolétariat dans l'entreprise même a besoin d'une direction capable de maintenir une orientation correcte, de maintenir et de renforcer l'unité des travailleurs, de combattre les tendances opportunistes inévitables, de déjouer le sabotage révisionniste.

Cela, seule la cellule d'entreprise en tant que représentante du parti du prolétariat dans l'entreprise, forte du point de vue marxiste-léniniste, de la ligne du parti, de la confiance des travailleurs et de ses liens avec eux, est capable de l'accomplir. En son absence, inévitablement et de façon plus ou moins aiguë, la confusion s'installe, la division provoquée par une multitude de facteurs s'installe, le terrain est laissé libre pour les manœuvres révisionnistes.

**Mais, la cellule d'entreprise ne saurait limiter là son activité.**

Elle a avant tout pour rôle d'élever le niveau politique des travailleurs. Chaque événement doit être pour elle l'occasion d'agir en ce sens. A travers les luttes économiques, elle veille à développer la conscience politique des

travailleurs; elle les éclaire sous leur angle politique, à la lumière de la ligne politique du parti.

La cellule d'entreprise doit également mener une intense lutte idéologique contre les idées bourgeoises et petites bourgeoises présentes dans la classe ouvrière.

Elle pose au travers des luttes, de chaque fait marquant, la question de la révolution prolétarienne et de la voie permettant d'y mener. Elle en montre la nécessité et est guidée par le souci de faire avancer les travailleurs dans leur compréhension de cette nécessité. Elle a pour rôle de faire progresser la conscience des travailleurs quant aux moyens permettant de mener à bien cette révolution. Elle combat les illusions diverses présentes dans les rangs ouvriers et a pour préoccupation constante de les faire reculer.

En son absence, il est inévitable en définitive, que la classe ouvrière reste sous l'influence révisionniste ou réformiste, et en tout cas elle ne peut avoir de perspective révolutionnaire, la perspective du renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Elle reste en fin de compte soumise aux différentes fractions de la bourgeoisie qui cherchent à la tromper et à lui boucher toute autre issue que le maintien du capitalisme.

### Démasquer le révisionnisme

En particulier, la cellule d'entreprise a un rôle décisif pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne, en tant qu'obstacle principal à la préparation de la révolution prolétarienne.

Seule la cellule d'entreprise du parti prolétarien est capable de mener à bien cette tâche.

Elle démasque le révisionnisme dans les luttes quotidiennes car il s'oppose aux intérêts immédiats des travailleurs, mais elle montre encore et surtout en quoi il assure le maintien du capitalisme, l'oppose à la révolution prolétarienne. Elle combat, isole les responsables révisionnistes, mais elle combat aussi les idées révisionnistes ayant pénétré dans la classe ouvrière.

Dans cette lutte elle a à faire face inévitablement à des tentatives pour la détruire par tous les moyens, car les responsables révisionnistes sont parfaitement conscients de l'enjeu comme le montre la dernière session de leur comité central. En fait ils savent que c'est dans les entreprises que se joue la bataille entre le révisionnisme et le marxisme-léninisme.

C'est dans l'accomplissement de ces tâches, dans le déroulement de ces luttes que la cellule d'entreprise s'édifie sur tous les plans. Sur la base de la pratique des cellules d'entreprise, des succès, des difficultés, des problèmes qui surgissent, le parti, par le fonctionnement du centralisme démocratique, s'édifie.

Il enrichit, corrige sa ligne.

Il s'agit là d'un processus qui nécessairement demande du temps.

L'édification du parti du prolétariat dans les entreprises signifie d'une part la multiplication du nombre de ses cellules d'entreprise, et d'autre part l'approfondissement des liens tissés

avec les masses ouvrières.

Il s'agit là d'une des conditions essentielles à la révolution prolétarienne. L'implantation du parti du prolétariat dans les entreprises est une condition indispensable pour que le moment venu les masses ouvrières s'engagent sous sa direction dans le renversement du capitalisme.

Nous en sommes aujourd'hui au début de ce processus. Le rôle de tous les marxistes-léninistes authentiques est d'y contribuer.

Ainsi que disait autrefois Lénine : il faut que chaque entreprise devienne la forteresse du parti prolétarien.

André COLERE